

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
LA CONDITION JURIDIQUE
DES DOMESTIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 12 juin 1911, à 2 h. 1/2

PAR

Robert SAUTY

Président : M. A. WAHL, professeur

Suffragants { *MM. AUDIBERT, professeur*
JÈZE, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

LA CONDITION JURIDIQUE DES DOMESTIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 12 juin 1911, à 2 h. 1/2

PAR

Robert SAUTY

Président : M. A. WAHL, professeur

Suffragants { MM. AUDIBERT, professeur
JÈZE, agrégé



PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Le sujet que nous avons entrepris de traiter est d'un grand intérêt pratique ; depuis les temps les plus reculés, en effet, existe l'usage de se servir de domestiques pour l'accomplissement de certains travaux dans la maison.

De nos jours, la pratique de l'esclavage étant interdite, on ne devient plus domestique que par nécessité ; le nombre en a pour cette raison beaucoup diminué, mais les gens de service forment encore une classe importante dans la société moderne.

Et pourtant les règles applicables aux gens de service et qui régissent le contrat qui les lie à leur maître ne sont pas toutes expressément déterminées par la loi ; le Code civil sur ce point s'est montré d'un laconisme excessif et n'a que de rares dispositions sur le contrat de louage des gens de service.

Outre l'article 1710 qui donne une définition générale du louage d'ouvrage, comprenant sous cette

dénomination le louage des gens de travail, celui des voituriers et celui des entrepreneurs, nous ne trouvons que deux autres articles qui s'en occupent, l'article 1779 pour le définir et l'article 1780 pour en régler la durée.

D'où il résulte que tout ce qui concerne les rapports entre maîtres et domestiques est abandonné à l'arbitraire et aux fluctuations de la jurisprudence et surtout aux caprices de usage dont le juge tient compte très souvent, spécialement dans les questions d'indemnité, de renvoi et de congé et dans toute autre question pourvu que l'usage auquel il se réfère soit bien établi.

Il importerait cependant de bien préciser et fixer l'étendue des droits et des obligations réciproques des maîtres et des domestiques, car ce n'est plus qu'une légende que ces vieux serviteurs de jadis, partie intégrante de la famille dont ils avaient vu naître les divers membres, soucieux de sa réputation et de sa prospérité, partageant ses douleurs et ses joies ! N'était-il pas logique qu'avec les idées nouvelles tendant à désagréger les divers éléments de la famille, il se creusât un abîme de plus en plus profond entre maîtres et serviteurs ? Et le goût du luxe et du bien-être aidant on conçoit aisément les conflits qui peuvent surgir entre les maîtres et les domestiques, du choc de leurs exigences réciproques.

Une intervention du législateur est donc nécessaire pour remédier à cette situation spéciale des domestiques régie par les usages en vigueur dans l'endroit du louage, et pour régler les rapports entre maîtres et serviteurs.

Cette intervention s'est d'ailleurs produite pour les ouvriers et les employés de commerce locataires de service comme les domestiques, mais rien n'a encore été fait pour ces derniers.

Pourquoi cette diversité de traitement entre ces catégories de salariés et comment expliquer qu'après s'être copieusement occupé de ceux-ci et avoir considérablement amélioré leur sort, l'on ait complètement négligé ceux-là ?

C'est qu'il y a entre eux, au point de vue social, une différence profonde à savoir que le domestique est attaché à la personne de l'employeur ; de là découlent certaines différences secondaires parmi lesquelles il faut citer les suivantes : l'ouvrier a un travail fixe à peu près toujours le même, il ne loue jamais tous ses services d'une façon indéterminée ; le domestique qui s'engage sait dans les grandes lignes ce qu'on exigera de lui mais ignore le détail des occupations que le bon plaisir ou le caprice du maître lui imposera ; l'ouvrier jouit d'une indépendance beaucoup plus large que le domestique ; la preuve en est que la personne du patron peut être

indifférente à l'ouvrier qui, souvent, dans la grande industrie ne connaît même pas son employeur ; elle ne peut l'être au domestique qui vit en contact avec son maître.

Mais il nous semble qu'il faut plutôt chercher la cause de la diversité de traitement de ces deux catégories de loueurs de travail dans l'action des syndicats.

Les ouvriers très nombreux travaillants par groupes dans la même entreprise et par conséquent constamment au contact les uns des autres, ont eu vite fait de comprendre que l'activité isolée étant vouée à la stérilité et à l'impuissance, ils ne sauraient faire aboutir leurs revendications professionnelles qu'en se groupant en syndicats fortement organisés.

Une fois les syndicats ouvriers fondés, ils ont vu venir à eux les politiciens qui, contre les avantages qu'ils en tiraient, ont fait voter des lois industrielles nécessaires d'ailleurs, mais ne se sont guère préoccupés de l'autre catégorie de personnes régies par le même contrat.

D'ailleurs, ce même phénomène qui s'est accompli voici quelques années pour les ouvriers, nous le voyons se reproduire pour les domestiques en train de s'organiser professionnellement. Ils suivent une marche parallèle, mais les progrès pour eux seront

vraisemblablement plus lents ; il leur est en effet, par suite de leur profession, difficile de se connaître et par conséquent de se grouper.

Mais l'impulsion est donnée et ils ont la ferme intention d'attirer sur eux la sollicitude des pouvoirs publics et de profiter des lois ouvrières proprement dites, au besoin en les faisant modifier à leur profit.

Nous venons de voir que le Code civil ne consacrait que peu d'articles aux gens de service ne faisant aucune distinction entre domestiques et ouvriers, que cependant le louage de service impliquait des règles variées suivant les différentes catégories de travailleurs auxquels il s'appliquait, la situation du domestique vis-à-vis du maître étant loin d'être identique à celle de l'ouvrier vis-à-vis du patron.

La question que nous avons donc à nous poser maintenant est la suivante ; « Qu'entend-on par domestique ? »

Nous n'avons pas de définition légale du domestique. Il rentre certainement dans la catégorie des gens de travail dont parle le paragraphe 1 de l'article 1779 ; mais si tout domestique est un homme de travail, la réciproque n'est pas vraie.

En effet, parmi les personnes qui s'engagent au service de quelqu'un, qui louent leurs soins ou leur activité, on peut distinguer deux classes.

Dans la première classe, on peut faire rentrer tous

ceux dont le travail a pour but direct l'enrichissement de celui qui les emploie : tels sont les ouvriers, les commis, les employés, les préposés à certaines fonctions.

Seront compris dans la deuxième catégorie, tous ceux qui, par leur contact, seront attachés à la personne de l'employeur pour l'entourer de leurs soins et augmenter son confort par des services matériels et généralement d'ordre inférieur ; tels sont ceux que l'on nomme valets, serviteurs, servantes, cuisiniers, cuisinières, maîtres d'hôtel, cochers, chauffeurs, etc., en général ceux que dans le langage courant on appelle domestiques, attachés à la maison. On comprenait autrefois dans l'appellation générale de domestiques, tous ceux qui étaient employés pour le service ordinaire de la personne (1).

On appelle domestique, dit Henrion de Pansey (2), tous ceux qui font partie d'une maison et qui, subordonnés à la volonté du maître, en reçoivent des gages. Les domestiques sont de deux sortes : ceux dont les fonctions n'ont rien d'avilissant et même sont honorables, et ceux dont les services supposent une dépendance plus absolue. A la première classe appartiennent les bibliothécaires, précepteurs,

1. Ferrière, *Dictionnaire de pratique. Domestique.*

2. *Compétence des juges de paix*, 8^e édit., p. 303.

chapelains, secrétaires, intendants de la maison (et il cite un arrêt du parlement de Paris du 12 mai 1789, qui a admis un prêtre bibliothécaire aux gages de trois cents livres à partager un legs qu'une personne avait faite à ses domestiques en général). Dans la deuxième classe sont compris les valets, serviteurs et servantes, désignés dans les lois sous la dénomination de serviteurs domestiques (1).

Il ne nous semble pas qu'on puisse admettre cette extension du mot domestique.

Il faut tenir compte de la révolution opérée dans les mœurs. Aujourd'hui, dans l'usage, ce mot n'est employé que pour désigner ceux chargés de rendre les services les moins élevés. Ce qui caractérise la domesticité actuelle, en effet, c'est l'infériorité des services qu'elle est chargée de rendre, car ces services sont d'un ordre purement matériel. Ce sont, au contraire, des services de l'ordre le plus élevé, services moraux ou intellectuels qui rendent secrétaires et précepteurs. S'ils rendent des services à celui qui les utilise, ils ne sont pas à son service.

De même lorsqu'on trouvera employé dans une disposition légale le mot domestique, il faudra le prendre dans un sens restreint de personne attachée

1. En ce sens Duranton, t. XVIII, n° 229, note. — Delvincourt, t. III, p. 211, notes.

à un maître afin de lui procurer des services d'un ordre matériel, dans le sens de personne qui se loue pour des services réputés humbles et qui entraînent pour elle un assujettissement personnel, car il est naturel de penser que le législateur employant un mot sans le définir l'ait pris dans son acceptation communément reçue.

Cette interprétation est justifiée d'ailleurs par plusieurs textes, notamment le décret du 27 août 1792 relatif aux exclusions des assemblées politiques pour cause de domesticité : « L'assemblée nationale, instruite que les exclusions résultant de la domesticité ont déjà occasionné et pourraient occasionner encore des difficultés et des retards dans les assemblées politiques... déclare qu'aucun citoyen ne doit être exclu des assemblées politiques pour cause de domesticité, s'il n'est attaché au service habituel de la personne.

D'après ce qui précède, on peut caractériser la domesticité par les deux faits suivants :

- 1° Être attaché au service de la personne ;
- 2° Rendre des services matériels et d'ordre inférieur.

Mais il ne faut pas s'attacher toujours à la qualification courante donnée aux fonctions de certains salariés : il faut aller au fond des choses.

Telle personne dont le rôle est de conduire un

cheval attelé à une voiture ou une automobile et qu'on nommera cocher ou chauffeur ne sera pas toujours un domestique.

Il suffit de supposer que cette personne est employée dans l'intérêt du commerce ou de l'industrie de celui qui emploie ses services — par exemple, qu'elle est chargée de conduire une voiture de livraison — ; elle rentrera alors dans notre première catégorie ; elle ne sera pas un domestique mais bien un employé.

Pour la même raison, les cuisiniers d'un restaurateur ou les jardiniers d'un horticulteur ne sont pas des domestiques.

Mais le cocher engagé par un commerçant ou un industriel pour conduire sa voiture particulière rentrera naturellement dans la catégorie des domestiques.

Il peut encore se faire qu'une même personne soit tantôt un employé tantôt un domestique. Le cas est d'ailleurs assez fréquent surtout dans la petite industrie.

Supposons un commerçant qui engage un cocher pour conduire une de ses voitures de livraison : il pourra lui demander à certains moments et dans les cas prévus au contrat de conduire sa voiture particulière.

Voilà donc bien une personne qui, les jours de la

semaine, conduisant une voiture dans l'intérêt du commerce de son patron sera un employé et qui, le dimanche deviendra simple domestique en montant sur le siège de la voiture servant à promener son maître ou sa famille.

C'est ainsi qu'il a été jugé que si le domestique attaché à la personne s'occupe pour si peu que ce soit d'un travail commercial ou industriel, il perd sa qualité de domestique au regard de la loi. L'espèce était la suivante : une bonne à tout faire employée par un boulanger remplaçait momentanément son maître dans le magasin (1).

Les personnes employées dans l'industrie hôtelière sont-elles des domestiques ?

Une première opinion qui se traduit par un jugement du tribunal de simple police de Lille, du 27 octobre 1906 (2), faisait parmi les employés d'un même hôtel, une distinction entre ceux préposés au restaurant ou aux cafés attenants (maîtres d'hôtel, sommeliers, garçons de restaurant) et ceux attachés à la personne des voyageurs (valets de chambre, bonnes, lingères), les premiers étant des employés, les seconds assimilés aux gens de maison.

1. Tribunal simple police. Paris, 20 décembre 1906. *Gaz. trib.*, 1907. 2. 147.

2. Décis. justice de paix, 1906.

Cette opinion ne fut pas admise. « Il n'y a pas lieu, dit un jugement du tribunal de simple police de Lyon du 5 décembre 1906 (1), de distinguer entre les personnes faisant le service particulier des voyageurs et celles employées au service général de l'hôtel. Tous concourent à la marche régulière de l'hôtel et sont des employés d'une entreprise industrielle.

Le lien qui unit le maître à la personne qu'il emploie à son service, doit être de quelque durée, pour que cette personne soit un domestique au sens légal du mot.

Ainsi la femme de ménage qui n'est employée que quelques heures par jour, le frotteur, ne sont pas des domestiques ; mais ils sont des préposés du maître et ce dernier est responsable des dommages qu'ils auraient causés à des tiers dans l'exercice de leurs fonctions d'après le principe général de l'article 1384 (2). Quant au concierge, sa situation est double : auprès des locataires il est le préposé du maître et ceux-ci ne peuvent exiger de lui aucun service personnel autre que ceux que les usages assignent à sa fonction : mais il n'est pas son domestique.

A l'égard du maître, il faut distinguer deux hypo-

1. *Gaz. Pal.*, 1907. 1. 44. — Lille, 3 nov. 1906. *Sirey* 1907. 2. 52.

2. Tribunal Seine, 9 mai 1892. *Gaz. Pal.*, 92. 1. 649.

thèses : il fera partie de la catégorie des domestiques quand il sera concierge d'un hôtel particulier et par suite tout à fait dépendant du maître, lui rendant des services personnels, ayant avec lui des rapports journaliers(1); mais quand il sera concierge d'une maison de rapport nous ne le qualifierons pas de domestique. Il rentre alors en effet dans la première catégorie de gens de travail que nous avons signalée plus haut : sa raison d'être est de faire fructifier le patrimoine de son maître, car il est un accessoire obligé de l'immeuble qu'il est chargé d'entretenir.

La sixième chambre de la Cour d'appel de Paris a rendu, le 11 février dernier, un arrêt intéressant au sujet de la profession de jockey.

La question était posée à propos d'une prescription.

L'action des gens de travail se prescrit en effet pour six mois, alors que celle des domestiques se prescrit pour un an.

Dans la circonstance, le *distinguo* à établir avait une haute importance, puisque M^{me} Walter Mouk, dont le mari s'était tué en course, alors qu'il était en selle sur *Bisbille*, se voyait opposer la prescription des gens de travail par M. Lieux, propriétaire du cheval, au sujet d'une note oubliée, la note des

1. Tribunal Seine, 7 février 1899. S. 1899. 2. 146.

montes gagnantes et perdantes de l'infortuné jockey. Aussi la Cour de rendre un arrêt de principe qui se résume ainsi :

La qualification de jockey n'a par elle-même aucune signification ; il s'agit uniquement de rechercher la nature du contrat. Dans ce but, il y a lieu de distinguer entre le jockey banal engagé à la monte — c'était le cas de W. Monck — et le jockey attaché exclusivement à l'écurie. Ce dernier qui ne monte que pour un seul propriétaire et dont les services sont continus doit être assimilé à un domestique, tandis que le premier ne peut être considéré que comme un homme de travail.

Pothier faisait encore une distinction et ne confondait pas dans la même catégorie les serviteurs et les domestiques : « On peut, dit-il (1), être serviteur sans être domestique : tels sont un jardinier ou un garde-chasse qu'un homme domicilié en ville a dans ses terres ; ils ne sont point proprement ses domestiques, puisqu'ils ne demeurent point dans ses terres et ne sont point à sa table, mais ils sont ses serviteurs puisqu'il les a à ses gages. »

La loi elle-même fait cette distinction dans l'article 283, du Code de procédure : « Peuvent être reprochés les serviteurs et domestiques... »

1. Pothier, *Des Obligations*, n° 828.

Mais il ne nous semble pas que cette distinction ait une grande utilité, car où est la différence de condition entre serviteurs et domestiques ?

Tous sont des domestiques, car tous sont attachés au service d'un maître afin de rendre à sa personne soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire de sa chose, des services inférieurs destinés à augmenter son bien-être.

DE
LA CONDITION JURIDIQUE
DES DOMESTIQUES

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE

C'est par l'esclavage que les anciens avaient cru très simple de résoudre l'éternel problème des rapports du capital et du travail.

Il fut dans l'antiquité un fait général, et c'est en ce sens que les jurisconsultes romains ont pu le qualifier de *institutio juris gentium*.

Ce que c'était que l'esclavage avec sa nature perverse, son abjection, ses atroces misères, ses conséquences funestes pour l'individu, pour la famille et pour l'État dont il a surtout précipité la corruption et la ruine, il faut le demander aux civilisations grecque et latine issues l'une de l'autre et qu'il a successivement déshonorées.

Que dire du libertinage abject des Athéniens, de leurs danseuses, leurs joueuses de flûte, leurs courtisanes esclaves de plaisir, triées pour cela sur les marchés et dont les ébats scandaleux étaient l'ornement indispensable des banquets publics et privés, qui n'étaient que des orgies de débauche ?

Aristote ne comparait-il pas l'âne et l'esclave, assignant à l'un comme à l'autre la pâture, le travail et les coups ? Voilà pourtant ce que toléraient les lois de Lycurgue, de Solon et de Dracon.

Les esclaves étaient excessivement nombreux et à Rome au 1^{er} siècle on en comptait 900.000.

« Au grand marché de Délos, raconte le célèbre historien allemand Mommsen, où les marchands d'Asie débitaient leur denrée humaine aux spéculateurs d'Italie, plus de 10.000 esclaves étaient débarqués en un jour et vendus avant le soir, chiffre effrayant qui prouve que malgré le nombre énorme d'esclaves livrés la demande dépassait toujours l'offre.

Il n'y a pas à s'en étonner ; les troupeaux d'esclaves étaient excellents pour les spéculations les plus diverses ; de puissantes sociétés financières s'étaient fondées pour les employer à tous les usages lucratifs. On les envoyait en foule dans les mines d'Espagne où les administrateurs en faisaient une consommation énorme.

C'est avec les esclaves que les publicains spéculaient sur les terres nouvellement conquises en Dalmatie, en Afrique, etc.

En Italie les champs étaient travaillés par des troupeaux d'esclaves marqués au fer, travaillant le jour avec les fers aux jambes sous les yeux des surveillants, parqués la nuit dans l'ergastulum, prison souterraine avec d'étroites ouvertures en guise de fenêtres, où on ne pouvait atteindre du sol avec la main.

Tous les citoyens même les plus pauvres avaient leurs esclaves et on cite de riches propriétaires qui en possédaient jusqu'à 10.000 et 20.000. Ils les achetaient au marché où on les exposait sur une estrade avec une pancarte qui indiquait leur âge, leur origine et leurs qualités.

Une fois achetés, les esclaves devenaient la propriété de leur maître qui les traitait fort durement, car le Romain n'avait pas pour ses gens les sentiments humains du Grec. Caton recommande de vendre sans hésiter comme la vieille ferraille un vieil esclave qui ne peut travailler.

Ceux qui servaient à la ville avaient un sort assez doux, surtout quand ils avaient quelque talent d'agrément comme les précepteurs, les musiciens, les artistes. Les esclaves des champs menaient une existence horrible. Astreints aux plus durs travaux, ils

étaient mal nourris, vêtus d'une simple tunique, chaussés de sabots et exposés à tous les supplices. On les battait de verges, on les pendait par le cou à une fourche, on leur mettait des entraves aux pieds ou on les enfermait dans une prison souterraine. Le plus dur des supplices était de tourner la meule des moulins à blé ; s'ils étaient condamnés à mort, on les crucifiait ; d'ailleurs, ces traitements rigoureux provoquèrent souvent des révoltes.

En dehors de cette situation matérielle atroce, l'esclave à Rome est hors la loi : c'est une chose dont le maître peut impunément user et abuser à son gré : il tient sa qualité de la conquête et ses fonctions sont gratuites et perpétuelles : il est dépouillé de son caractère d'homme ; son maître a sur lui le droit de vie et de mort ; il n'a pas le mariage légal ; ses enfants ne lui appartiennent pas ; d'ailleurs il ne peut rien avoir à lui ; tout ce qu'il a est à celui qui le possède.

Son témoignage n'a aucune valeur en justice et lorsqu'il devient vieux ou infirme il est jeté dans une île du Tibre où il meurt de faim et sert de nourriture aux corbeaux et aux vautours. On pouvait cependant sortir de l'esclavage en se rachetant à l'aide du pécule somme des économies que l'esclave avait pu faire sur son maigre salaire.

D'autres fois le caprice du maître pouvait affranchir l'esclave : mais l'affranchi ne devenait pas un

citoyen, son fils non plus, son petit-fils seul avait tous les droits de l'homme libre. La situation des esclaves ne fut pas toujours aussi dure. La loi Scribonia, qu'on attribue aux règnes d'Auguste ou de Néron, défendait au maître de mettre à mort son esclave ou de le donner aux bêtes sans cause légitime. Deux constitutions d'Antonin le Pieux décident que la vente d'un esclave ne pourra pas contenir de clause entraînant aggravation de sa situation ; enfin, sous Théodore, l'exposition des enfants d'esclaves est prohibée.

Il n'y a évidemment qu'une analogie lointaine entre cette institution odieuse et barbare de l'esclavage et la domesticité moderne.

L'un est fait de violence, il est toujours imposé par le vainqueur au vaincu à titre héréditaire et perpétuel ; l'autre est un contrat librement débattu et consenti par deux individus jouissant d'une semblable égalité civile et politique à titre temporaire et révoicable.

L'un procède du prétendu droit de la force, l'autre de la force du droit. Dans l'un l'homme obéit malgré lui, dans l'autre il obéit volontairement.

Mais il faut toutefois reconnaître que dans les états libres la classe des domestiques est celle qui rappelle le plus l'esclavage. Elle est le dernier degré de la société car de toutes les conditions c'est celle qui

suppose le moins d'indépendance et d'industrie. Vivant dans la famille, le domestique n'en fait pas partie; il est plutôt établi pour elle que dans elle comme dit Montesquieu et il est rare qu'il cherche à se relever de son infériorité par le dévouement l'affection qui rehaussent les services les plus humbles.

On trouve plutôt une transformation immédiate de l'esclavage dans le servage de la glèbe aux temps féodaux mais le servage constituait néanmoins un état de dépendance assez distinct de l'esclavage.

Le serf est encore esclave sans doute mais au lieu de l'être et de la personne et des biens du maître, il ne l'est plus que du sol auquel il reste désormais attaché : Les serfs à la différence des esclaves avaient la personnalité juridique, ils pouvaient avoir par conséquent une famille et un patrimoine.

Cette classe en laquelle s'étaient fondues toutes les classes serviles et quasi serviles de l'époque franque comprenait au début de la période féodale la plus grande partie de la population agricole de la France et même de la population ouvrière.

La plupart des serfs étaient tels de naissance, mais la situation de serf pouvait découler d'autres causes : l'union par le mariage avec un conjoint de condition servile, le séjour d'un an sur une terre servile, une condamnation en justice, une aliénation volontaire de la liberté, *oblatio*. Toutes les causes d'asservissement

fréquentes au ^xⁱ^e siècle avaient, en grande partie, disparu au ^{xiv}^e siècle.

Les serfs étaient attachés au territoire d'une seigneurie : les uns, dits serfs de corps et de poursuite, ne pouvaient se détacher de la terre de leur maître et s'ils allaient résider en dehors, le seigneur pouvait les poursuivre et les reprendre ; les serfs de servitude personnelle pouvaient choisir un domicile en dehors de la seigneurie à la condition de continuer de payer au seigneur les redevances et les prestations dont ils étaient tenus.

Les redevances dues par les serfs étaient très nombreuses et très variables ; les principales étaient le cheavage *census capitis*, la taille et la corvée.

Deux incapacités pesaient sur eux : l'une concernant les droits de famille, le droit de formariage, l'autre touchant le patrimoine, le droit de main-morte.

Le servage disparaissait par les affranchissements individuels ou collectifs que consentait le seigneur et aussi à la suite de certaines circonstances.

Sous l'ancienne monarchie les fonctions de la domesticité ne sont pas considérées comme une tâche humiliante à laquelle la nécessité seule oblige à se livrer.

Voltaire écrivait : « Daignez considérer, Madame,

que je suis domestique du roi et par conséquent le vôtre. Mes camarades, les gentilshommes du roi... »

Les officiers employés au service de la personne du roi étaient très nombreux ; il y avait les premiers valets de chambre, les valets de chambre ordinaires et les valets de chambres barbiers, tapissiers et horlogers. Le premier valet de chambre couchait au pied du lit du roi, éveillait le roi, appelait la grande entrée, aidait le roi à passer la manche droite de sa chemise et gardait les clefs des coffres de la chambre. Il finit par éclipser la charge de premier gentilhomme de la chambre.

Par esprit d'imitation les grands seigneurs étaient entourés d'un nombre considérable de laquais.

Venus en général de la campagne, les laquais étaient vite mis au fait des roueries du métier et ceux qui étaient en service chez les grands seigneurs participaient un peu de l'immunité de leur maître. Certes ils n'avaient pas l'oreille aussi chatouilleuse que ceux de nos jours et ils se laissaient philosophiquement traiter de marauds et de coquins ; mais il est permis de croire qu'ils avaient en retour une certaine liberté de langage dont le dicton « insolent comme un laquais » nous donne la preuve.

La Révolution éclata en cet état de choses et la Convention décida : « La loi ne connaît point de domestiques : il ne peut exister qu'un engagement

de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie.

Imbus des grands principes de liberté, les hommes de la Révolution tenaient à effacer par cette déclaration tout ce qui de loin ou de près pouvait en France rappeler l'esclavage.

Mais c'était oublier qu'on ne change pas la moralité des rapports sociaux par de simples déclarations : que la faim seule recrute la domesticité et que celui qui n'obéit qu'au besoin et à l'intérêt ne saurait exiger un retour de sentiments affectueux qu'il n'apporte pas lui-même.

De nos jours le service domestique est entaché d'une grande déconsidération et la domesticité ne se recrute plus que par la nécessité et le besoin ; pour peu qu'on se fasse une idée élevée de la dignité et de la personnalité humaine, n'y a-t-il pas quelque chose d'humiliant pour le maître et aussi de dégradant pour le serviteur de prendre exclusivement à son service une créature humaine pour se dispenser de faire chez soi une partie de la besogne quotidienne et la plier à tous ses désirs.

« Il y a quelquefois du paradoxe dans les faits, dit M. Augustin Pilon (1), et je n'en sais guère de plus

1. Cité par Jean Pierre, *les Réformes du service domestique*, p. 32.

paradoxal ni en même temps de mieux démontré que celui-ci.

» La déconsidération de la domesticité s'est produite en raison directe des progrès de la démocratie. Est-ce un hasard, un accident, une simple coïncidence? Les souverains, dans l'ancien ordre des choses, étaient servis par les grands seigneurs; les grands seigneurs par les gentilshommes, les gentilshommes par des personnes de naissance libre et d'éducation égale à la leur. Henri IV voulait que son petit garçon — qui fut Louis XIII — le servit à table, et pourtant tout le monde sait qu'à d'autres moments il se mettait à quatre pattes pour jouer avec lui. Le maître d'autrefois mangeait, travaillait et combattait avec ses domestiques; le maître moderne a placé une ligne de démarcation infranchissable entre le salon et l'antichambre. Cela n'est ni humain ni intelligent. A moins que nous ne soyons servis par des domestiques chinois ou que nous n'inventions le moyen de confier les besognes de la maison à des automates mûs par l'électricité et obéissant à un bouton, le plus sage serait de traiter décemment ceux qui remplissent des fonctions nécessaires, de les encourager, de les moraliser, de les relever à leurs propres yeux comme aux nôtres. L'Amérique n'a plus de servantes, l'Angleterre commence à n'en plus avoir, le même danger menace

la France et si nous en sommes encore à ignorer le mal, nos voisins en sont déjà à chercher le remède.

Dans le chapitre suivant nous allons étudier la situation des domestiques au regard du Code civil, c'est-à-dire la formation du contrat de louage de services, les conditions de validité, la preuve du contrat, ses effets et les obligations qui en découlent tant pour le maître que pour le domestique et enfin la fin du contrat.

Dans un autre chapitre nous envisagerons les domestiques au point de vue pénal et nous verrons que notre code édicte des mesures spéciales pour les gens de services et nous terminerons cette étude par un aperçu de la crise actuelle du service domestique aux États-Unis où elle a atteint son maximum d'acuité, en Allemagne, en Angleterre et enfin chez nous où les maîtresses de maison commencent à se plaindre sérieusement de la difficulté du recrutement de la domesticité.

CHAPITRE II

LE CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICES

SECTION PREMIÈRE

GÉNÉRALITÉS

Le louage de travail est le contrat par lequel une personne s'engage à travailler pendant un temps pour une autre moyennant un prix proportionnel au temps appelé salaire (1).

Il est défini par l'article 1710 du Code civil ; le locateur, dans le cas qui nous occupe, du louage de services envisagé entre maîtres et domestiques, est le domestique qui procure ses services au maître : le locataire est le maître qui renumère ces services.

D'ailleurs que la chose louée soit les services d'un domestique ou le travail d'un ouvrier, juridiquement le contrat est le même ; les conditions de travail, les

1. Planiol. *Traité élémentaire*. D. C. 2^e éd., t. II, p. 566, n^o 1824.

modes de rémunération, les responsabilités en cas d'accident et les juges des contestations entre les parties peuvent ne pas être les mêmes dans les deux cas : mais si ces différences se justifient au point de vue social, au point de vue juridique le contrat est le même. Un industriel qui engage le même jour un ouvrier et un valet de chambre fait deux fois le même contrat.

Cette identité n'avait pas échappé aux auteurs du Code civil qui s'occupe du louage des domestiques et des ouvriers dans la même section première du chapitre III, titre VIII, livre 3 qui a pour titre « du louage des domestiques et ouvriers » et qui établit les mêmes règles pour le louage des deux catégories de salariés.

Le contrat de louage qui se forme entre maîtres et domestiques est un contrat consensuel : il est parfait par le seul consentement des parties.

Il est aussi un contrat synalagmatique, il crée des obligations réciproques.

Il est également un contrat commutatif, chacune des parties contractantes entend recevoir autant qu'elle donne ; le maître reçoit les services et donne autant qu'il reçoit en remettant au domestique le prix comme l'équivalent de l'ouvrage.

Nous allons successivement étudié la formation, les conditions de validités et la preuve du contrat

de louage des domestiques, puis les effets qu'il produit relativement au maître et au domestique et ensuite comment il prend fin.

SECTION II

FORMATION DU CONTRAT DE LOUAGE DES DOMESTIQUES

Le contrat de louage n'est assujéti par la loi à aucune forme spéciale : Il peut donc être conclu soit par écrit soit verbalement, le seul consentement des parties suffit pour le rendre parfait.

Dans la pratique il est excessivement rare qu'un écrit intervienne pour relater l'accord des parties et les conditions du contrat ; cet accord est presque toujours fait verbalement et sans témoins, ce qui au cas de contestations place le juge dans un réel embarras lorsqu'il est en présence d'affirmations contradictoires de la part de chacune des parties.

La maîtresse de maison à la recherche d'un domestique s'adresse à un bureau de placement (1).

Le bureau de placement est une agence qui se charge moyennant rétribution de mettre en rapport

1. Dans quelques campagnes, notamment dans le centre de la France existent encore des loues de domestiques, réunion des personnes des deux sexes qui cherchent à se placer.

le domestique à la recherche d'une place et la maîtresse de maison à la recherche d'un domestique ; le principe de cette institution est excellent mais en pratique elle donne lieu à de très grands abus et favorise l'exploitation des jeunes filles naïves et confiantes arrivées de province à Paris (1) ; il existe à Paris 224 bureaux de placement pour les domestiques qui prélèvent par an deux millions sur les chercheuses de places ; ces malheureuses y sont rudement exploitées et la plupart du temps le placeur indiquant des maisons où on ne reste jamais car il a intérêt à ce que la domestique change le plus souvent de places, cette dernière y laisse ses maigres économies.

La loi du 14 mars 1904 a prévu la suppression des bureaux de placement payants déjà existants (2) et a réglementé la création des nouveaux, elle a encore facilité le placement gratuit en obligeant les mairies des villes ayant une population de plus de 10.000 âmes à tenir un registre d'offres et de demandes ; ces bureaux municipaux de placement gratuit font une redoutable concurrence aux agences privées : mal-

1. Tous les syndicats de domestiques sont d'accord pour demander la suppression des bureaux de placements. « Le pire ennemi des domestiques est le bureau de placement. »

1. Il y a une raison fiscale au maintien de ces bureaux ; il faudrait en indemniser les propriétaires.

heureusement beaucoup de bonnes ignorent encore ce mode de placement et d'autres lui attribuent un faux air d'assistance publique ; les placeurs de leur côté font valoir que les bureaux gratuits sont mal renseignés et que les maîtres préfèrent de beaucoup avoir affaire aux agences.

La loi de 1904 a encore décidé que les bureaux de placement payants seraient rétribués par les employeurs seuls (art. 11).

D'après les indications du placeur, le domestique qui a pris le soin de se munir de certificats d'anciens patrons attestant sa moralité et ses capacités professionnelles se présente chez son futur maître. Si l'impression produite est favorable et si les offres de gages sont acceptées, l'engagement est immédiatement conclu, généralement sans écrit comme nous le disions plus haut.

A ce moment intervient un vieil usage resté en vigueur dans plusieurs parties de la France ; il consiste dans la remise par le maître à son nouveau domestique d'une petite somme appelée le *denier à Dieu* (1), cette remise est purement facultative, car aucun texte légal ne l'impose : d'ailleurs cet usage n'est pas général.

1. L'expression « *denier à Dieu* », vient de ce que primitivement cette somme servait à quelque usage pieux comme une aumône.

On trouve, en effet, dans certains recueils des usages locaux que la coutume varie de contrées à contrées : dans certains cantons : « Il faut pour que la convention soit regardée comme parfaite, que suivant un usage qui paraît général, le domestique ait reçu des arrhes » (1), dans d'autres au contraire : « Il n'y a point d'usage particulier pour le louage des domestiques, on donnait autrefois un denier à Dieu, cela ne se pratique plus. » A Paris, l'usage subsiste et on donne un denier à Dieu.

A partir de la remise de cette somme le contrat est considéré comme conclu et la partie qui avant tout commencement d'exécution voudrait rendre la parole ne le pourrait, si c'est le maître, qu'en rendant le denier à Dieu, si c'est le domestique, qu'en restituant la somme.

On admet généralement que les parties peuvent se dédire dans les vingt-quatre heures après la remise du denier.

En général le denier à Dieu est considéré comme un supplément de salaire et par conséquent n'est pas imputable sur le montant du gage : c'est une petite somme que le maître remet à son nouveau domestique à l'occasion de son entrée en service : ce n'est pas une libéralité, car la remise du denier à

1. *Code pratique des usages locaux du départ. de l'Aube.*

Dieu est une condition du contrat : il en est ainsi à Paris ; mais ici encore l'usage n'est pas général et dans certaines contrées le denier à Dieu n'a pas le même caractère mais est simplement une somme imputable sur les gages du domestique. Il serait donc téméraire de vouloir donner en cette matière une règle unique et inflexible, le Code civil ayant négligé de traiter ces points, ou s'en référera aux usages des lieux lorsque du reste ils seront constants.

On le voit, le contrat de louage des domestiques se fait d'une façon fort simple : simple contrat verbal et la plupart du temps remise d'un denier à Dieu qui a pour effet non seulement de constater la formation du contrat mais aussi de donner à chacune des parties le droit de rompre le contrat formé, le maître en perdant la somme qu'il a donnée, le domestique en la restituant (1).

SECTION III

CONDITIONS DE VALIDITÉ DU CONTRAT DE LOUAGE

Comme tous les contrats, le contrat de louage des domestiques exige pour sa validité les conditions essentielles requises par l'article 1108 du Code civil :

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité du louage*, II, 173.

consentement, capacité, objet et cause. Nous allons successivement étudier les règles particulières à ces quatre conditions.

§ 1. — *Consentement*

L'absence de tout consentement rendra le contrat inexistant. A côté de cette nullité absolue, le contrat peut être affecté d'une nullité relative, lorsqu'il est entaché de certains vices qui le rendent imparfait et qui mettent obstacle non plus à son existence, mais à sa validité.

C'est ce qui arrivera s'il a été contracté par dol, par violence ou par erreur sur la personne.

Le dol et la violence sont extrêmement rares dans le contrat de louage des domestiques ; comme en toute matière, ils doivent pour donner ouverture à l'action en nullité émaner du cocontractant ; la jurisprudence n'en offre pas d'exemple.

Ce qui est beaucoup plus fréquent, c'est l'exagération par le domestique de ses qualités professionnelles, des salaires antérieurement gagnés, ce que les Romains appelaient le *bonus tolus*. Ce ne sera pas suffisant pour demander la rescision du contrat. Au maître à se renseigner sur les capacités du domestique qu'il veut attacher à son service car « en louage de services, il trompe qui peut ».

L'erreur sur la personne présente ici un intérêt particulier, car le contrat qui nous occupe est un contrat fait *intuitu personæ*, c'est-à-dire un contrat où la considération de la personne a été la raison déterminante de la convention.

Le maître a contracté avec une certaine personne parce qu'il a reçu à son sujet des renseignements favorables et non avec telle autre ; de même il n'est pas toujours indifférent au domestique d'avoir tel ou tel maître.

Enfin l'erreur sur les qualités du serviteur peut encore faire annuler le louage de services, mais à la condition qu'elle porte sur des qualités telles que en leur absence on n'eût pas contracté : par exemple le domestique que j'ai loué pour être jardinier n'avait aucune notion de la culture des fleurs et des légumes ; il y aurait bien lieu dans cette hypothèse de faire application de l'article 1110 qui autorise la demande en nullité fondée sur l'erreur portant sur les qualités substantielles de la chose, ce qui s'entend généralement des qualités sans lesquelles on n'eût pas contracté.

§ 2. — Capacité

La seconde condition pour la validité du contrat de louage est la capacité des parties. Les principes

généraux édictés par les articles 1123-1124 et 1125 du Code civil s'appliquent ici.

Le mineur qui veut louer ses services doit donc y être autorisé par son père ou son tuteur, et dans ce dernier cas il semble qu'on pourrait exiger l'autorisation du conseil de famille et même l'homologation du tribunal; en effet l'exercice de la puissance paternelle n'appartient pas au tuteur avec la même étendue qu'au père ou à la mère, et vu la gravité de l'engagement au point de vue de la moralité et de l'avenir de l'enfant, il nous paraît nécessaire d'apporter dans ce cas une restriction aux attributions du tuteur. En pratique on se contente de l'autorisation du tuteur seul. Conformément au droit commun, cette autorisation peut être expresse ou tacite, résulter des circonstances comme si, par exemple, le mineur exécute le contrat au vu et au su de son père ou de son tuteur, ou s'il a été conduit par eux chez son futur maître.

Outre le préjudice moral qui pourrait résulter pour le mineur de l'état de domesticité, il n'a pas qualité nécessaire pour accomplir un acte quelconque de la vie civile; mais il ne faut pas conclure de là que le tuteur qui représente le mineur dans tous les actes de la vie civile pourrait seul engager les services de son pupille; ce dernier s'engageant à fournir son travail il faut nécessairement qu'il donne son con-

sentement, le contrat de louage de domestiques est un contrat éminemment personnel.

Le père comme administrateur légal des biens de son enfant mineur, ou la mère survivante, comme tutrice légale, auraient le droit d'exiger que les gages dus à ce dernier, placé comme domestique, fussent versés entre leurs mains, à charge par eux de pourvoir à ses dépenses d'entretien ; mais il faut qu'ils manifestent leur volonté expresse à cet égard ; sinon le maître se libérerait valablement en remettant au domestique mineur le montant de ses gages (1).

L'article 387 dispose en effet : « Elle (la jouissance légale) ne s'étendra pas aux biens que les enfants pourront acquérir par un travail ou une industrie séparés. »

Ces règles changeront lorsqu'il s'agira d'un mineur émancipé : ce dernier peut louer ses services comme un majeur.

La femme mariée est aussi incapable. Elle ne peut donc louer ses services sans l'autorisation de son mari : c'est l'application pure et simple des principes généraux sur l'autorisation maritale (art. 110 du Code civil).

Il faut donc que le mari donne son consentement

1. Sens, 9 mai 1893. *Bulletin des décisions des juges de paix*, 1894, p. 15.

par écrit ou qu'il prête son concours à l'acte ; mais cette seconde forme de l'autorisation est bien peu pratique dans le contrat de louage de services qui se constate si rarement par écrit ; d'ailleurs jamais en pratique le maître qui engage à son service une femme mariée — le cas est fréquent à Paris — ne se préoccupe de savoir si elle y a été ou non autorisée par son mari.

En droit commun l'autorisation nécessaire à une femme mariée pour contracter doit être donnée par le mari, ou à son défaut par la justice.

Le droit commun doit-il être appliqué en notre matière ou faut-il par exception décider que la femme mariée ne peut se faire domestique qu'avec l'autorisation du mari sans que cette autorisation puisse être remplacée par celle du tribunal ? La question est fort controversée.

D'après les principes il paraît résulter que l'autorisation du mari peut être à son défaut remplacée par celle du juge ; c'est en effet de la manière la plus absolue, dans les termes les plus généraux que l'article 219 autorise le tribunal à remplacer le mari.

« Il a obéi à des motifs impérieux qui ne souffrent aucune distinction ; le refus du mari ne s'applique souvent que par le désir de nuire à sa femme ; or s'il est important que ces intentions puissent être déjouées, c'est surtout en matière de louage d'ou-

vrage que le refus d'autorisation doit être suppléé ; la femme qui veut louer ses services a généralement besoin d'exercer une profession pour vivre et il ne faut pas que le mari l'empêche de gagner ses moyens d'existence(1).

Guillouard (2) soutient au contraire que le mari doit rester seul juge sur ce point car la domesticité fait courir à la femme des dangers qu'il peut seul apprécier ; en effet, dit-il, ce ne sont pas seulement les intérêts pécuniaires de la femme qui sont en jeu dans un pareil contrat, ce sont aussi ses intérêts moraux, son honneur, celui de son mari et de ses enfants ; or si les tribunaux peuvent juger des conséquences pécuniaires d'un contrat aussi bien et quelquefois mieux que le mari, il s'agit là au contraire d'une appréciation toute intime qui ne relève que du mari seul gardien de l'honneur et de la réputation de la famille (3).

A ces considérations morales invoquées par les partisans de cette seconde opinion, on peut répondre que le tribunal peut parfaitement se faire juge des intérêts moraux de la femme et de la famille.

1. Baudry Lacantinerie et Wahl, *Du Traité de louage*, t. II, n° 1229.

2. Guillouard, *Traité du contrat de louage*, II, 702.

3. En ce sens : André, Guibourg et Pic. Beudant, *Cours de droit civil*, I, 332.

D'ailleurs si le mari a des raisons sérieuses de refuser son autorisation, est-il empêché de les faire valoir devant le tribunal et celui-ci n'a-t-il pas en bien des cas le droit d'examiner le côté moral des questions qui lui sont soumises.

Il semble bien inadmissible de reconnaître au mari le droit absolu d'empêcher sa femme d'exercer honnêtement un métier qui serait son unique ressource (1).

§ 3. — *Objet*

Vis-à-vis du maître l'objet du contrat est le prix qu'il s'est engagé à payer au domestique : vis-à-vis de ce dernier l'objet consiste dans les services qu'il a promis de rendre.

Le louage de services ne doit pas naturellement avoir un objet immoral ou illicite.

Le travail qui fait l'objet du contrat vis-à-vis du domestique doit être également possible physiquement et moralement, faute de quoi le contrat serait inexistant et aucune des parties n'aurait d'action en justice non pas seulement pour poursuivre l'exécution du contrat, ce qui se comprend puisque le contrat ne s'est pas formé, mais même pour réclamer des dommages-intérêts.

1. D. 1868. 2. 28.

Le contrat ne cesserait pas d'être valable si cette impossibilité était purement relative à la personne de celui qui a engagé ses services et s'il ne peut pas exécuter le travail promis, il est passible de dommages-intérêts.

A côté du prix qui fait de la part du maître l'objet du louage, on stipule généralement certaines conditions accessoires ; c'est ainsi que presque toujours le domestique outre ses gages sera nourri et logé, que souvent le jardinier aura le droit de prendre des légumes nécessaires à sa consommation et à celle de sa famille, qu'un garde particulier aura la jouissance gratuite d'un logement et d'un jardin.

§ 4. — *Cause*

L'article 1131 du Code civil édicte en cette matière des règles générales qui sont applicables au cas qui nous occupe.

La cause illicite, dit cet article, est celle qui est prohibée par la loi, contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

C'est ainsi que le contrat de louage de services sans cause ou avec cause illicite ne peut avoir aucun effet.

SECTION IV

PREUVE DU CONTRÂT DE LOUAGE DE SERVICES

Sous l'empire du Code civil la preuve du contrat de louage était soumise à une règle spéciale et écrite dans les termes suivants : « Le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante (1).

On trouve dans Toullier la justification de cette disposition exceptionnelle : « Il est rare qu'il y ait des conventions écrites entre les maîtres et les serviteurs. S'ils ne sont pas d'accord à la fin de l'année, faudra-t-il fatiguer les tribunaux par une multitude infinie de procès renaissants ? Leur nombre et leur fréquence troubleraient la société ; c'est donc le cas de recourir à ce grand moyen de prévenir et de terminer les procès, la religion du serment : *maximum remedium expediendarum litium juris jurandi religio*. La paix de la société paraît donc exiger que cette foule de petits procès soit prévenue par le moyen

1. Code civil, art. 1781.

court et simple de la délation du serment. Ce point accordé il ne reste plus qu'à examiner à qui du maître ou du serviteur il doit être déféré. La raison et les lois de tous les peuples civilisés disent qu'il faut peser les qualités respectives des parties afin de prendre le serment de celle qui, selon les apparences, est plus digne de foi. Or dans les contestations qui s'élèvent entre un maître et son serviteur, la supériorité du premier sur le second est trop marquée pour balancer. Il serait contraire à nos mœurs, aux mœurs mêmes de toutes les nations, pour déférer le serment contre le maître.

Ces raisons sont assez mauvaises, il y a des maîtres aussi peu instruits, guère plus riches et moins dignes de foi que leurs domestiques.

Cet article 1781 apportait au droit commun une double dérogation : 1^o il ne permettait pas au domestique de recourir à la preuve testimoniale même en matière n'excédant pas 150 francs pour établir la quotité de ses gages ou l'importance des paiements à lui faits par le maître et 2^o le maître était cru sur son affirmation pour la quotité des gages et pour le paiement des salaires de l'année échue et des acomptes donnés sur l'année courante. La plupart des auteurs admettaient la nécessité pour le maître d'une affirmation sous serment.

Cet article a été depuis considéré comme blessant

l'égalité et aboli par la loi du 2 août 1863 ; la preuve du louage de services est donc maintenant soumise aux règles du droit commun. Il nous reste à examiner cette situation respective des parties en cas de contestation sur les gages. L'article 1315, alinéa premier, dit que le domestique doit établir sa créance contre le maître ; si le montant des salaires qu'il réclame dépasse 150 francs et qu'il n'ait pas de preuve écrite, le domestique en sera réduit à celle résultant de l'aveu du maître ou du serment qu'il lui déférera, c'est-à-dire à accepter ce que le maître voudra lui donner, dans l'impossibilité ou il est d'administrer la preuve ; or, nous l'avons déjà dit, le contrat de louage de services se contracte rarement par écrit : de plus c'est le montant des salaires de l'année et non le salaire du mois qui ne doit pas dépasser 150 francs ; il en résulte que la situation du domestique est en fait la même que sous l'empire de l'article 1781.

Le tribunal de paix de Merdrignac (côtes-du-Nord) à rendu à ce sujet le jugement suivant.

« La règle qu'au-dessus de 150 francs, la preuve par écrit est seule admise comporte une exception lorsqu'il y a eu impossibilité physique ou morale de se procurer soit un titre de créance soit un titre de libération. Il en est ainsi spécialement pour le cas

d'un domestique qui réclame le paiement de ses gages (1). »

Dans le même sens on trouve un jugement du tribunal de paix de Mirambeau (Charente).

« Comme il est moralement impossible à un maître de prouver par écrit qu'il a payé les gages de ses domestiques illettrés, le juge de paix saisi par ceux-ci d'une demande en paiement de leurs gages peut se baser sur l'article 1348 du Code civil pour admettre le maître à prouver par témoins qu'il a payé les gages indûment réclamés (2).

Ces décisions qui sont équitables sans doute manquent de base juridique; elles nous paraissent en effet constituer des extensions abusives des exceptions prévues par l'article 1348 à la grande règle de droit en matière de preuve testimoniale. Cet article en effet vise quatre cas; or, ni l'une ni l'autre espèce des jugements précités ne rentre dans aucun des cas ou même ne s'en rapproche et l'énumération de l'article est limitative. Si cette jurisprudence s'établissait elle tendrait à ajouter à l'article 1348 une cinquième exception qui n'est pas dans l'esprit du législateur.

Lorsque le montant de la créance que réclame le

1. *Bulletin des décisions de Justices de paix*, 1907.

2. *Id.*, 1905.

domestique est inférieure à 150 francs, sa situation n'est pas meilleure.

Il pourra établir par témoin, il est vrai, le principe de sa créance car le fait de rendre des services est un fait matériel apparent, facile par conséquent à prouver; mais il n'en sera plus de même quand il s'agira pour lui de prouver quelle somme le maître lui doit : il devra là encore s'en remettre à la bonne foi de ce dernier car il y a peu de chance pour que la convention faite entre eux ait eu des témoins.

La situation du maître n'est guère moins fâcheuse : Le domestique ayant établi sa créance et son montant, c'est au maître à prouver sa libération en vertu de l'article 1315 du Code civil.

Et il ne pourra administrer cette preuve à l'aide de témoins que pour une somme n'excédant pas 150 francs ; au delà de ce chiffre et s'il n'a pas de commencement de preuve par écrit, il se trouvera vis-à-vis du domestique dans la même situation que celui-ci vis-à-vis du maître avant l'abrogation de l'article 1731, c'est-à-dire : « À la discrétion du domestique en ce sens qu'il en sera réduit à la preuve résultant de l'aveu de celui-ci ou du serment qu'il lui déférera (1). »

1. Baudry-Lacantinerie, *Procès de droit civil*, 5^e éd., t. III, p. 458.

On voit par cet exposé qu'en pratique les résultats de l'abrogation de l'article 1781 ne sont guère appréciables.

« Ce maître diligent doit donc exiger des quittances écrites de ses domestiques ou ouvriers si la somme dépasse 150 francs ; si l'ouvrier ne sait pas écrire, le maître est en droit d'imposer une quittance notariée. Ces exigences sont-elles vraiment conformes aux usages de la vie journalière ? En fait, le maître ou le patron ne demande presque jamais de quittance écrite. Qu'il s'élève plus tard une contestation entre le patron et l'ouvrier et à défaut d'écrit, au-dessus de 150 francs le patron en sera réduit à déférer le serment à l'ouvrier. La loi nouvelle conduit donc en pareil cas au même résultat que l'article 1781, seulement le serment au lieu d'être déféré par le juge au patron est déféré par le patron à l'ouvrier. Il est juste de reconnaître que le plus souvent les procès de cette nature porteront sur des sommes inférieures à 150 francs et qu'alors la preuve testimoniale sera ouverte. Mais n'aurait-il pas été plus simple d'admettre ici cette preuve dans tous les cas même au-dessus de 150 francs ? Et on remarquera que la preuve testimoniale aurait été relativement facile, car les ouvriers sont, en général, payés le même jour, à la même heure, en présence de tous (1).

1. Glasson, *le Code civil et la question ouvrière*, p. 20.

CHAPITRE III

LES EFFETS DU CONTRAT DE LOUAGE DES DOMESTIQUES

Comme tout contrat synalagmatique, le contrat de louage des domestiques engendre des obligations réciproques à la charge des deux parties contractantes: domestique et maître; ces obligations qui vont faire l'objet de ce chapitre ne sont déterminées par aucun texte; elles dérivent des principes généraux du droit et aussi de quelques lois spéciales.

PREMIÈRE SECTION

OBLIGATION DU DOMESTIQUE

La première obligation qui incombe au domestique consiste naturellement dans la prestation des services qu'il s'est engagé à rendre. La plupart du temps ces services ne seront pas déterminés par le contrat d'une manière précise et le domestique aura

alors à accomplir tous les travaux pour lesquels il a implicitement voulu s'engager en prenant telle ou telle qualification : c'est une question à régler d'après les usages.

Mais il reste bien entendu qu'un domestique engagé pour une catégorie spéciale de services serait parfaitement fondé à refuser d'accomplir un travail qui ne rentrerait pas dans ses attributions : ainsi je n'aurai pas le droit, sans convention spéciale bien entendu, d'obliger un domestique que j'ai engagé pour remplir les fonctions de cocher par exemple, à servir à table ou à bêcher mon jardin ou à accomplir toute autre besogne ne rentrant pas dans ses attributions de cocher.

Et ces services, le domestique est tenu de les rendre en personne à raison de ce fait que le contrat de louage de services est un contrat dans lequel *l'intuitus personæ* joue un rôle prépondérant ; il ne saurait, contre la volonté de son maître, se faire remplacer dans ses fonctions par un de ses collègues ou toute autre personne ; quand un serviteur se présente chez un maître ce dernier le prend généralement à son service après l'avoir vu ou s'être renseigné sur ses antécédents et ses aptitudes, il est donc juste que ce soit cette personne là et non telle autre qui remplisse elle-même les fonctions qui ont motivé son engagement ; elle a été choisie par le

maître pour ses qualités et ses capacités personnelles elle ne saurait donc sans l'assentiment de ce dernier céder son marché à un tiers.

Le domestique doit encore rendre les services qu'il s'est engagé à fournir pendant le temps convenu et à la rigueur du droit il ne pourrait prétendre qu'aux heures de congé qu'il aurait expressément stipulées dans le contrat : mais en pratique et par la force des choses le maître lui laisse un temps suffisant pour son repos.

Mais à côté de ces obligations qui relèvent du droit et sont accompagnées d'une sanction, l'équité exige encore que le domestique soit astreint à certaines prescriptions plutôt d'ordre moral : devoirs d'obéissance, fidélité, dévouement à son maître. Il est encore tenu à la discrétion : il ne doit pas révéler certains secrets qu'il pu surprendre à raison de ses fonctions ni divulguer la vie privée de ses maîtres ; la loi n'édicte pas de sanction ; mais parfois cependant il y aura une pénalité qui rejaillira indirectement sur le domestique : par exemple quand son indiscrétion aura causé un préjudice à autrui, le maître peut être tenu de le réparer et ce dernier aura un recours subsidiaire contre son domestique. Certaines indiscrétions peuvent en effet causer un préjudice énorme et ce ne serait pas la peine d'assujettir les médecins au secret professionnel si leurs domestiques venaient

révéler au public les clients de leur maître.

Mais à côté de ces qualités que tous les maîtres espèrent trouver chez celui qu'ils prendront à leur service il en est une qui, il faut bien le reconnaître, est devenue fort rare chez les domestiques de nos jours du moins dans les grandes villes : c'est l'honnêteté.

On peut dire que le défaut de probité est un vice inhérent à l'état de domesticité et que contractent aussitôt en service valets et servantes. Leur seul but est de gagner le plus rapidement possible de gros bénéfices et, pour y arriver, trop souvent chez eux la fin justifie les moyens.

Le plus usité de ces usages est d'exiger des fournisseurs le sou du franc. Cet usage est entré dans nos mœurs par la faute de fournisseurs plus intéressés que scrupuleux qui ont d'abord imaginé ce moyen pour attirer les domestiques à leur magasin et qui, au jour où cette pratique est devenue générale, ont dû pour compenser ce sacrifice se rattraper sur la qualité ou la quantité de la marchandise vendue. Et, en fait, de nos jours maîtres et serviteurs considèrent cette pratique comme licite (1). Pourtant il semble bien que de ce prélèvement au vol la distance ne soit pas très grande.

1. Il paraît même que certains magasins préviennent d'avance le client qu'ils donneront le sou du franc à ses domestiques.

N'est-ce pas aux dépens du maître que le domestique s'enrichit d'une manière illicite ? Et quoi qu'on dise que c'est une prime, un avantage fait par le fournisseur au domestique pour l'avoir comme client et que le maître n'a rien à voir à ces libéralités, en définitive n'est-ce pas toujours le maître qui supporte les conséquences de cette prétendue libéralité ? le fournisseur en effet est obligé de majorer le prix de ses marchandises et le domestique est tenté de tout acheter en plus grande quantité.

Une autre pratique en grande faveur chez les domestiques en général et particulièrement chez les cuisinières consiste à compter au maître ses acquisitions à un prix supérieur au prix réellement déboursé. C'est ce qui s'appelle en langage courant faire danser l'anse du panier.

Ici l'escroquerie est nettement caractérisée et pourtant c'est un usage tellement courant que ces abus ne sont guère réprimés ; la maîtresse de maison qui s'en aperçoit préfère congédier simplement sa domestique sans la livrer à la justice ; et d'ailleurs la faute n'est pas facile à prouver, grâce à la complicité des fournisseurs qui s'entendent avec les domestiques pour la cacher.

De tout temps on a signalé ces abus ; le nom seul a changé. Jadis on disait ferrer la mule, on dit aujourd'hui faire danser l'anse du panier.

SECTION II

OBLIGATIONS DU MAÎTRE

La première et plus importante obligation du maître qui correspond pour le domestique à l'obligation de donner ses services, consiste dans le paiement au domestique du prix convenu entre eux dans le contrat : ce prix dans le louage de services prend le nom de gages : il représente la rémunération du travail fourni ; c'est ce qui résulte de l'article 710 du Code civil. « Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu entre elles. »

Quelle serait la nature du contrat si aucun prix ne devait être payé ?

Certains auteurs prétendent qu'il faudrait dans ce cas le considérer non comme un louage mais comme un mandat (1).

D'autres au contraire (2) répondent que si le louage d'ouvrage sans prix était un mandat, le louage d'ouvrage proprement dit serait un mandat salarié ;

1. Guillouard, II, 688. — Pothier, 397.

2. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du Contrat de louage*, II, 2121.

l'absence de prix est la seule différence en effet qui sépare le mandat ordinaire du mandat salarié. Il faudrait logiquement alors considérer comme une même convention le louage d'ouvrage et le mandat salarié ; or, cette assimilation est contredite par les textes et inadmissible. La vérité est que le louage d'ouvrage sans prix est une donation de services.

La fixation des gages peut ne pas être déterminée dans le contrat et les parties peuvent s'en référer aux prix en usage dans le lieu où la convention est faite (1).

Les gages consistent généralement en une somme d'argent payable par mois, mais le plus souvent à ce prix en argent s'ajoutent d'autres avantages ; le domestique est la plupart du temps nourri, blanchi, éclairé, logé et habillé en partie, de sorte que ses gages en argent ne forment qu'une portion de son traitement total.

En cas de contestation sur les gages la loi du 12 juillet 1905 décide :

« Les juges de paix connaissent : 1° des contestations relatives aux engagements des maîtres, domestiques ou gens de services à gages...

C'est donc le juge de paix qui est compétent en

1. Dijon, 26 mars 1874. D. P. 1876.2.203. *Bulletin des décisions des juges de paix*, 1893, p. 197.

cette matière sans appel jusqu'à la valeur de 300 fr. et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever. Lorsque le domestique part en congé chez lui le contrat se trouve-t-il suspendu ? Le tribunal de la Seine, par un jugement du 11 août 1908 (1), a tranché la question par l'affirmation et décidé que le salaire intégral gages et accessoires ne saurait alors être exigé par le domestique qui n'en fournit pas la contre-partie.

L'article 2101 du Code civil classe « les salaires des gens de services pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante » parmi les créances privilégiées sur la généralité des meubles.

Cette faveur repose sur un motif d'humanité ; il est bon que les domestiques dont les gages sont le plus souvent l'unique fortune soient assurés de la rémunération de leur travail quotidien, d'autant plus que la modicité des gages ne peut amoindrir que fort peu le patrimoine du maître ; et le maître lui-même enfin profite de ce privilège, puisqu'il sera assuré, quelque précaire que soit sa situation, de trouver les soins que nécessitent ses besoins ou ses infirmités.

Les articles 2271 et 2272 établissent les règles de la prescription des actions des gens de travail pour le paiement de leurs salaires.

1. D. 1909. 2.291.

C'est une courte prescription dont le délai suivant les cas sera de six mois ou d'un an.

Il sera d'un an d'après l'article 2272, quand le domestique sera loué à l'année. « L'action des gens de travail qui se louent à l'année pour le paiement de leur salaire se prescrit par un an. »

Lorsque le domestique ne sera loué qu'au mois ou à la journée, la prescription s'effectuera par le laps de temps de six mois.

Art. 2271. — « L'action des ouvriers et gens de travail pour le paiement de leurs journées... se prescrit pas six mois. »

La prescription des actions des domestiques varie donc avec leur mode de rétribution, ce qui est logique.

Les salaires des gens de service sont encore protégés contre leurs créanciers par la loi du 12 janvier 1895, dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième quelque soit le montant de ces salaires.

Le but humanitaire de cet article est ainsi de soustraire à l'action des créanciers et de réserver aux domestiques sur le produit de leur travail, les

ressources destinées à subvenir à leur existence et à celle de leur famille.

Mais que faut-il entendre par salaire ? S'agit-il seulement de la somme d'argent que verse le maître au domestique ou bien faut-il encore y faire rentrer les prestations en nature et notamment la nourriture que les maîtres accordent généralement à leurs domestiques ? La question est controversée. En faveur de cette dernière opinion on peut faire observer que si le domestique ne touchait pas ces allocations en nature il recevrait, par contre, un salaire en argent plus élevé et que les droits des créanciers ne peuvent être diminués du fait de cette situation plus favorable (1).

Mais la plupart des auteurs se prononcent en sens contraire : le mot salaire employé par le législateur indique nécessairement une somme d'argent, et, en outre, l'évaluation en argent de ces allocations en nature serait extrêmement difficile et donnerait certainement lieu à des difficultés insurmontables (2).

La jurisprudence est également en ce sens (3).

1. En ce sens : César Bru, *la Saisie-arrêt des salaires*, p. 9 et s.

2. En ce sens : Pabon, *Traité de la saisie-arrêt des salaires*, nos 89 et 98. — Schaufhauser et Chevreton, *la Saisie-arrêt des gages*, n° 35, 43, 48.

3. Trib. Angoulême, 30 décembre 1896. D. 97.2. 35.

Une autre obligation du maître, à moins de stipulation contraire, est de nourrir son domestique. Et il doit le faire d'une façon convenable (1) en ce sens, que la nourriture qu'il lui donne doit être suffisante pour satisfaire son appétit et d'une qualité assez bonne pour ne pas nuire à sa santé. C'est une obligation sur laquelle il est inutile d'insister ; sa violation porterait d'ailleurs préjudice au maître lui-même puisque son domestique mal nourri ne serait plus en état de faire le service qu'on attend de lui et en outre les domestiques avertis feraient le vide autour d'une telle maison.

Une autre obligation est encore mise à la charge du maître par la loi du 2 juillet 1890.

« Toute personne qui engage ses services peut, à l'expiration du contrat, exiger de celui à qui il les a loués, sous peine de dommages-intérêts, un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel elle a été employée. »

Avant cette loi la question du certificat pouvait se discuter et on trouvait dans la jurisprudence des décisions dans l'un et l'autre sens (2) quoique pour-

1. *Bull. just. de paix*, 1873, p. 232.

2. 21 juin 1878. S. 78.2.231 ; S. 1886.2.47. — Trib. civ. Seine, 1885, *Droit*, 25 sept. 1885.

tant l'usage était à peu près généralement établi d'obliger le maître à donner ce témoignage par application de l'article 1135.

Mais, depuis la loi de 1890, la question ne se pose plus et le certificat est devenu obligatoire ; le refus de le donner donnerait lieu, aux termes de cette loi, au profit du domestique, à des dommages-intérêts.

Il doit mentionner que le domestique est entré en service tel jour et en est sorti tel jour et doit indiquer la nature des services qu'il rendait ; le maître ne peut ajouter à ces mentions aucun renseignement défavorable mais bien entendu il peut y indiquer tout ce qui est de nature à favoriser le placement des serviteurs : il n'y est pourtant pas contraint, il peut s'en tenir uniquement au texte de la loi et se refuser à attester la probité, la moralité ou la capacité professionnelle de son domestique.

Ces renseignements que la loi de 1890 interdit au maître d'inscrire au certificat, il peut les donner, mais seulement confidentiellement ; sa responsabilité pourrait même se trouver engagée s'il ne faisait pas connaître l'entière vérité (1).

La signature du maître n'a pas besoin d'être légalisée, pourtant à Paris l'usage est qu'elle doit l'être par le commissaire de police.

1. 8 février 1893. *Bull. just. paix*, 1893.

Pour favoriser encore l'emploi de ces certificats, la loi de 1890 les exempte formellement de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Malheureusement, il ne faut pas toujours accorder une confiance entière à ces certificats, car il sont souvent des certificats de complaisance lorsqu'ils n'ont pas été fabriqués de toutes pièces.

Des devoirs moraux découlent aussi de la qualité du maître qui doit traiter les domestiques avec indulgence et bonté, et avoir des égards pour eux ; cette manière d'agir n'est pas seulement dictée par l'humanité, c'est encore le meilleur moyen de s'attacher le domestique.

Le maître a un devoir spécial de protection envers les jeunes filles et les femmes à son service. Voici à ce sujet un jugement intéressant du tribunal civil d'Avignon (1).

Attendu qu'il est constant en fait que les époux A... ayant à leur service une jeune bonne, la demoiselle E. R..., âgée de dix-sept ans, n'ont pas exercé sur celle-ci la surveillance qui leur incombait ; qu'ainsi les époux A... se sont absentés pour un voyage qui a duré un mois environ, laissant seule à la maison cette jeune fille avec une cousine qui n'avait pas sur elle l'autorité désirable ; attendu que les époux A...

1. Dalloz, 1905, II, 645.

se désintéressaient tellement de la surveillance de leur bonne qu'ils ne craignaient pas de la faire coucher dans une chambre presque contiguë à celle d'un jeune homme de quinze ans et au même étage ; attendu que les époux A... sont responsables dans une certaine mesure de leur imprudence ou de leur négligence ; que la demoiselle R... étant devenue enceinte et ayant accouché, un préjudice en est résulté pour elle : par ces motifs condamne les époux A... etc.

Ce devoir de conseil et de protection qu'ont les maîtres vis-à-vis des personnes à leur service est entièrement méconnu de nos jours.

« Les maîtres de nos jours, écrit M. Bonniceau-Gesmon croient avoir tout fait pour les serviteurs quand ils ont régulièrement payé leurs gages. C'est leur faute capitale que cette habitude quasi-universelle de ne plus considérer les serviteurs que comme des ouvriers mercenaires, étrangers aux affections comme aux intérêts de la famille, que l'on peut renvoyer du jour au lendemain, que l'on prend dans les grandes villes presque sans renseignements préalables et avec qui il faut stipuler d'avance d'une manière étroite le salaire en argent, le genre de nourriture qu'on leur donnera, les jours de sortie et de congé. »

SECTION III

RESPONSABILITÉ DU MAÎTRE

La responsabilité du maître dans le contrat de louage de services peut être engagée vis-à-vis du domestique soit comme dépositaire des effets de ce dernier, soit à l'occasion d'un accident arrivé par sa faute.

§ 1. — *Responsabilité du maître comme dépositaire des effets de son domestique*

Les domestiques, dans la grande majorité des cas, logent chez celui qui a loué leurs services et par conséquent habitant chez leur maître introduisent leurs effets dans l'immeuble qu'il occupe. Il se forme ainsi un contrat de dépôt entre le maître et ses domestiques, le premier recevant gratuitement les effets des seconds et s'engageant implicitement à les restituer au moment où ils lui seront réclamés.

Le maître est donc tenu de ce fait aux obligations de tout dépositaire, c'est-à-dire qu'il est responsable des effets qui lui sont ainsi confiés à moins qu'il ne prouve que leur perte est la conséquence d'un cas de force majeure.

Dans le cas qui nous occupe, le cas le plus fréquent de la disparition des effets sera l'incendie de l'habitation du maître.

Le maître sera tenu d'en payer la valeur à moins qu'il ne fasse la preuve que sa maison a brûlé sans sa faute ou encore que la perte des effets a eu pour cause la négligence de leur propriétaire.

Si le maître était assuré contre l'incendie, il devra remettre au domestique la somme que l'assurance lui a remise en remboursement des effets brûlés.

§ 2. — *Responsabilité du maître envers son domestique*

On conçoit facilement que lorsque le domestique, dans l'exercice de ses fonctions, a subi une brusque et importante diminution de sa force de travail qui lui rend pour l'avenir impossible ou même moins facile l'engagement de ses services, et que ce préjudice matériel mais qui peut être également moral lui est causé par la faute de son maître, ce dernier soit responsable de ce fait et tenu au nom de l'équité de réparer dans la mesure du possible, c'est-à-dire par le paiement d'une indemnité, le dommage causé par son propre fait. Cette responsabilité est édictée par l'article 1352 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige

celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

C'est donc l'article 1382 qui s'applique au louage des domestiques, c'est-à-dire que pour que l'obligation de réparer le préjudice causé à autrui prenne naissance, il faut que ce préjudice soit le résultat d'une faute commise par celui qui en est l'auteur ; il faut qu'il y ait un lien de cause à effet entre la faute et le préjudice, mais il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu l'intention de nuire chez l'auteur du fait dommageable (1). En un mot le préjudice dont l'article 1382 oblige à fournir la réparation c'est le *damnum injuria datum* qui faisait en droit romain l'objet de la loi Aquilia.

On voit que le mot faute est essentiel dans l'article 1382, mais la faute la plus légère peut suffire pour faire encourir la responsabilité. « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence » dit l'article 1383.

C'est la faute délictuelle, c'est-à-dire celle qui consiste dans le manquement à l'obligation légale de ne causer préjudice à personne, dont il est question ici.

Or, d'après la théorie de la responsabilité délictuelle, le domestique victime d'un accident, qui veut obtenir une réparation pécuniaire doit, par applica-

1. Lyon, 10 juillet 1892. D. 96. 2. 496.

tion de l'article 1382, fonder son action sur le délit ou le quasi délit du maître ; il en résulte que la présomption de faute délictuelle n'existant pas en principe, le domestique est obligé de prouver la faute du maître pour obtenir gain de cause et si l'accident survient par suite d'un cas fortuit ou par la faute du domestique ou encore sans la faute du maître, ce dernier ne saurait être condamné à une indemnité.

Pourtant certains auteurs (1) ont essayé de faire appliquer au contrat de louage de services une autre théorie, fondée sur la faute contractuelle. D'après cette opinion, l'article 1382 ne devrait pas s'appliquer aux contestations entre patrons et ouvriers ; mais la responsabilité du patron découlerait uniquement du contrat ; ce serait une conséquence du contrat de louage, car celui qui emploie un ouvrier doit veiller à sa conservation ; le maître est tenu en quelque sorte de restituer son employé indemne de tout accident.

Remarquons d'abord que cette théorie, en donnant le contrat lui-même pour fondement à la responsabilité du maître, risque d'être écartée par une clause expresse et puis il faut reconnaître que l'obligation de veiller à la conservation de la chose, avec les

1. Sainctelette, *Responsabilité et garantie*. — Sauzet, *Responsabilité des patrons envers les ouvriers* (*Revue critique*, 1883).

responsabilités qui en découlent, n'est imposée par les articles 1136 et 1137 qu'au débiteur d'un corps certain, d'une chose matérielle, spécialement en matière de louage à celui qui ayant pris à loyer une chose ou un animal, est tenu de le restituer; que les services de l'homme ne sont point une chose mais un fait auquel ne s'adaptent point les dispositions de l'article 1302; qu'il n'existe enfin dans notre code, aucun texte d'où l'on puisse induire contre le preneur dans le louage d'ouvrage une autre garantie que celle des fautes prouvées contre lui.

Beaucoup d'auteurs on admis le système de la responsabilité contractuelle (1). Mais la jurisprudence a toujours consacré la théorie de la responsabilité délictuelle.

Supposons, bien que les accidents des domestiques soient rares, un cocher par exemple victime

1. L'avant projet belge sur le contrat de louage d'ouvrage reconnaît en matière d'accident de travail aux domestiques les mêmes droits qu'aux ouvriers. Toutefois la loi établit une différence entre eux : « L'ouvrier doit établir simplement qu'il a été victime d'un accident pendant son travail. Le domestique doit établir en outre que le service cause de la blessure et le mode d'exécution du service lui étaient imposés par le contrat ou lui avaient été expressément ordonnés par le maître. La raison de cette différence est que la surveillance du maître s'exerce plus efficacement sur l'ouvrier que sur le domestique; ce dernier a pour l'accomplissement de son travail une liberté plus grande qui impose cette restriction au projet de loi belge (Cornil, du *Louage de service au contrat de travail*).

d'un accident survenu pendant l'exercice de ses fonctions. Le maître ne l'a pas prévenu qu'il avait à soigner un cheval dangereux et le cocher reçoit un coup de pied qui le rend infirme pour le reste de ses jours. Il a droit à une indemnité de la part du maître, à une somme d'argent représentant la réparation du préjudice subi, c'est-à-dire la diminution de force de travail dont il souffre : mais il se trouve dans l'obligation de prouver la faute du maître, dans l'espèce sa négligence à l'avertir du vice du cheval ; s'il ne réussit pas à faire cette preuve il n'obtient rien, car il se présente comme créancier en vertu d'un fait délictueux dont il doit établir l'existence par l'application des règles ordinaires sur la preuve.

Ainsi donc pour que le domestique obtienne une indemnité il doit prouver qu'il y a eu faute de la part de son maître : si l'accident survenu au domestique a été produit par la réunion de la faute du maître et de celle de la victime, la jurisprudence condamne le maître sauf à modérer le chiffre de l'indemnité dans la mesure de l'imprudence du domestique (1).

Mais si la victime ne peut reprocher aucune faute au maître et que l'accident est survenu soit par sa faute, soit par suite d'un cas fortuit ou de force

1. Cass., 10 nov. 1884. Rieullet. S. 85, 1. 129.

majeure la jurisprudence et les auteurs sont unanimes à affranchir le maître de toute responsabilité.

Telle est la situation des domestiques victimes d'un accident professionnelle et telle était celle des ouvriers avant la loi du 9 avril 1898.

Il faut bien reconnaître que les accidents n'atteignent que rarement les domestiques.

Il n'en est pas de même des ouvriers qui, avec les progrès incessants de la mécanique et le développement de l'industrie moderne, sont en contact perpétuel avec le danger.

Leur situation était particulièrement difficile puisqu'ils supportaient les conséquences non seulement des accidents dûs à des cas fortuits ou occasionnés par leur propre faute mais aussi de ceux arrivés par la faute du patron, lorsqu'il leur était impossible de la prouver, ce qui arrivait le plus souvent.

Cette situation se trouvait encore aggravée lorsque l'ouvrier avait affaire à une compagnie d'assurances ; car, pressé par le besoin et redoutant d'ailleurs l'incertitude et les périls de la lutte avec un adversaire puissant et décidé à épuiser successivement tous les degrés de juridiction, il prenait presque toujours le peu qu'on lui offrait à titre de transaction et se trouvait ainsi très insuffisamment indemnisé ; si bien que dans la grande majorité des cas, l'ouvrier blessé n'obtenait rien ou arrivait difficilement à se

faire payer une indemnité dérisoire et à tel point que pour remédier à ces conséquences désastreuses la jurisprudence en arrivait à rendre le patron responsable sans faute appréciable.

C'est qu'on le considérait comme tenu d'une obligation positive : prendre des précautions de nature à empêcher les accidents et l'on se montrait de plus en plus exigeants à cet égard (1).

La loi du 9 avril 1898 est venue améliorer cet état de choses ; elle met en effet le risque professionnel à la charge du patron. Le risque professionnel est le risque inhérent à une profession déterminée, c'est le risque que court un ouvrier dans l'exercice de sa profession, de voir son activité, sa santé ou sa vie compromise par un de ces accidents du travail qui la plupart du temps se produisent sans qu'il y ait à proprement parler faute ni de la part du patron ni de la part de la victime.

Mais cette loi sans discussion possible demeure étrangère aux domestiques et aux ouvriers que les particuliers emploient pour leurs besoins personnels.

Non pas que l'on n'ait pas pensé à eux dans les différents projets qui devaient aboutir à la loi de 1898.

1. Planiol, 2^e éd. H, 272.

M. Roret (1) à la Chambre et M. Béranger (2), au Sénat avaient demandé qu'ils y fussent admis mais leur système ne fut à aucun moment accueilli au Parlement.

« Si dans le pays, disait M. Ricard (3), chacun pouvait être responsable de ceux qu'il fait travailler et encourir une lourde responsabilité parce que l'individu employé à nettoyer des carreaux ou à faire des travaux dans le jardin, se serait blessé en tombant ou avec sa bêche, on serait justement effrayé ; ce n'est pas ce que nous avons cherché. Nous n'avons pas voulu modifier aussi profondément la vie ordinaire. »

« L'idée qui sert de fondement à la nouvelle législation est que la réparation des accidents industriels doit rentrer dans les frais généraux et se répartir entre les objets fabriqués avec les dépenses qui figurent dans ce compte. Le patron ne fait qu'une avance à l'ouvrier dont il se récupère sur le prix du produit.

Ce raisonnement suppose donc deux personnes associées dans une œuvre de production industrielle.

1. Chambre des députés, 25 juin 1888, *J. off.*, p. 1889. « Votre loi, disait-il, n'est ni juste ni démocratique puisqu'elle ne s'applique pas à tout le monde ! »

2. Sénat, 14 mars 1889, *J. off.*, p. 254.

3. Chambre des députés, 28 mai 1888, *J. off.*, p. 1466.

Or tel n'est pas le cas pour les travaux domestiques.

Sans doute on peut concevoir une législation analogue pour les domestiques mais elle se rattacherait au droit de famille. L'obligation qu'on ferait peser sur le maître rentrerait dans la catégorie des dettes alimentaires qui existent entre parents (1).

Et puis il faut bien ajouter que les occupations des domestiques sont généralement peu dangereuses et que les accidents sont rares dans leur corporation. Le garde chasse risque beaucoup moins d'être blessé d'un coup de fusil qu'un ouvrier d'une industrie mécanique d'être pris dans un engrenage ; le cocher d'un paisible bourgeois ne court pas de grands risques ; quant aux cochers d'un dressseur nous l'avons déjà dit, ce sont des ouvriers.

Pour se rendre compte de la rareté des accidents professionnels des domestiques, il suffit de jeter un coup d'œil sur le nombre des gens de service dont les compagnies d'assurances assurent les risques, 30 o/o à Paris et 10 o/o en province, et sur les tarifs appliqués par les compagnies d'assurances : 10 à 20 francs pour les domestiques ordinaires (bonne d'enfant, concierge, cuisinière, cocher) et 40 à 80 frs. pour le garde chasse, personne s'occupant des chevaux, conducteur d'automobiles.

1. Tarbouriech, *la Responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, p. 247.

Les gens de service naturellement ont réclamé contre cette situation et ont demandé de participer comme les autres catégories de salariés à la loi du 9 avril 1898. La cuisinière qui perd l'usage d'un membre en se brûlant avec de l'eau bouillante est-elle moins digne d'intérêt que le chauffeur d'une locomotive qui est brûlé par un jet de vapeur ? Aussi les syndicats de gens de maison inscrivent ils au programme de leurs revendications l'assimilation des domestiques aux ouvriers quand à la responsabilité des accidents du travail.

C'est pour faire droit à ces réclamations que le législateur a voté la loi du 18 juillet 1907. Le but de cette loi est de placer d'une façon facultative sous le régime de la loi du 9 avril 1898 une catégorie de personnes qui n'y étaient pas soumises auparavant ; d'après ses dispositions maîtres et domestiques d'un commun accord peuvent se soumettre à cette législation de sorte qu'ils seront, au point de vue des accidents du travail, considérés comme patron et ouvrier.

On saisit de suite le grand avantage que retire le domestique de cette adhésion ; le maître étant dès lors responsable de tout accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail, le domestique victime d'un accident n'est plus dans l'obligation de prouver la faute de son employeur, preuve

généralement difficile à faire ; la loi de 1898 l'en dispense.

Mais le bénéfice que le maître peut retirer du fait de se soumettre à cette loi paraît moins appréciable. Il existe pourtant. Un domestique se blesse pendant son service ; en vertu de l'article 1382 il peut intenter à son maître une action en responsabilité ; ce dernier si sa faute est prouvée sera condamné à des dommages intérêts et l'appréciation de cette somme destinée à réparer le préjudice causé sera uniquement soumise au tribunal : elle n'est pas déterminée à l'avance et les juges pour sa fixation peuvent tenir compte de tous les éléments de la cause : charge de famille du blessé, son âge, l'avenir qui lui était peut-être réservé sans cet accident.

Si au contraire les deux parties intéressées ont déclaré adhérer à la législation applicable aux ouvriers, conformément à la loi de 1907, le maître n'est plus exposé à payer à son domestique une somme qui d'après l'appréciation des tribunaux peut être élevée. En effet l'indemnité est fixée par la loi de 1898 d'une façon forfaitaire et fixe, elle est calculée d'après la gravité de la blessure et le salaire de la victime ; l'incertitude de la somme à payer disparaît.

L'article premier de la loi indique dans quelles conditions se constate la volonté du maître et du domestique de se soumettre à la législation des accidents

du travail : une simple déclaration simultanée à la mairie est exigée ; mais l'adhésion est entièrement facultative aussi bien pour l'employeur que le salarié.

« La législation sur les accidents du travail devient alors de plein droit applicable à tous ceux des ouvriers employés ou domestiques qui auraient donné leur adhésion signée et datée en toutes lettres par eux au carnet prévu par l'article précédent (1).

D'ailleurs la déclaration d'assujettissement n'engage pas l'employeur à se soumettre à la loi de 1898 pour tous les domestiques et pour toujours ; l'article 3 dit en effet :

« L'employeur peut pour l'avenir faire cesser son assujettissement à la législation sur les accidents du travail par une déclaration spéciale à la mairie. » Mais bien entendu cet article ne veut pas donner à l'employeur la faculté de faire cesser son assujettissement quand bon lui semble, même pendant le cours du louage pour lequel il a fait une déclaration d'adhésion ; l'équivoque provient du mot « à l'avenir » ; il faut l'entendre : quand l'employeur ne sera plus tenu du louage pour lequel il s'est assujetti, c'est-à-dire quand son contrat prendra fin et qu'il en aura contracté un autre. Ceci ressort des travaux préparatoires.

1. Art. 2 de la loi.

Le mineur et la femme mariée en service ont-ils la capacité pour faire cette déclaration ? ou faut-il l'autorisation du père, ou tuteur, ou du mari ? Le rapporteur de la loi au Sénat a répondu à cette question (1). « Pour le mineur, puisqu'il travaille chez telle ou telle personne, c'est avec l'autorisation du père ou tuteur. Nous estimons que cette autorisation lui donne implicitement le droit de débattre son salaire et d'une manière générale sa situation chez son patron. Or, l'assujettissement à la loi de 1898 est l'un des éléments de cette situation.

L'autorisation maritale ne sera pas non plus exigée pour la femme mariée. « Nous avons pensé, en effet, disait encore le rapporteur, que la femme mariée, à qui le Sénat par ses récents votes donne la libre disposition de son salaire, avait bien toute qualité pour adhérer sans autorisation au régime de la loi de 1898, régime qui lui est favorable comme à tous les autres salariés. »

La loi de 1907 est une loi de transition. « Lorsque cette troisième étape, — l'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents agricoles — aura été franchie le gouvernement proposera au Parlement d'appliquer la loi du 9 avril 1898 et le principe bienfaisant qu'elle contient à tous les autres accidents (2).

1. Poirrier, Sénat, 1907, p. 739.

2. Sénat, 1907, *J. off.*, 741.

M. Pugliesi Conti, député de Paris, a déposé le 29 mai 1908 un projet de loi dont l'article unique est ainsi conçu :

Article premier. — Tout domestique attaché ou non à la personne est placé sous le régime de la législation concernant la responsabilité du travail, loi du 9 avril 1898, pour tous les accidents qui leur surviendraient pour le fait ou à l'occasion du travail.

« Mais quand le projet de loi propose l'extension aux gens de maison de la tarification légale de la loi de 1898, il semble sacrifier les intérêts qu'il prétend servir ; car les gens de maison étant logés, nourris, chauffés et blanchis, ne touchent guère de traitements annuels dépassant 1.200 francs ; et une tarification dont la base est uniquement le salaire en argent, qui ne tient compte ni de la situation du blessé, qui ne permet d'apprécier ni les qualités futures ni les chances d'avancement ou d'avenir de l'ouvrier compromises ou perdues, tarification égalitaire, brutale, est-elle désirable pour les gens de maison (1) ? » A ces objections, M. Pugliesi Conti répondit que, suivant une jurisprudence constante, la somme servant de base à la fixation des pensions comprenait non seu-

1. « Le Serviteur, *Bulletin officiel du Genêt* : association de gens de maison, 10 et 24 février 1909.

lement le montant du salaire proprement dit, mais tous les accessoires, et que du fait de laisser aux tribunaux toute latitude pour déterminer les indemnités ou rentes pour accidents en tenant compte de tous les éléments du dommage, il résulterait incertitude dans le chiffre de la pension, lenteur de procès et augmentation des primes d'assurances.

Quoi qu'il en soit le résultat de la loi du 18 juillet 1907 a été médiocre.

D'après une enquête faite en 1909 (1) et portant sur Paris et les trente-deux principales villes de France, soit sur une population approximative de 5.700.000 habitants 12 déclarations seulement ont été faites en conformité de la loi nouvelle.

Les causes de cet échec sont faciles à trouver : d'abord l'ignorance de la loi (2), puis la résistance des maîtres que l'accident du serviteur ne préoccupent pas ; ils jugent inutile ou préjudiciable à leur intérêt l'application de la loi de 1898 aux accidents des domestiques. Ils n'ont peut-être pas complètement tort, car il faut bien avouer que le bénéfice qu'ils peuvent en retirer est plutôt médiocre.

1. Personnon. Thèse de Paris, 1909.

2. Les syndicats de gens de services ne la connaissent même pas.

CHAPITRE IV

LA FIN DU CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICES

PREMIÈRE SECTION

L'ARTICLE 1780

Le contrat de louage est caractérisé par ce fait qu'il est un contrat essentiellement temporaire : l'article 1780 alinéa 1^{er} du Code civil, en effet, est ainsi conçu : « On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée. » Cette disposition est une conséquence du grand principe que la liberté de l'homme est inaliénable.

L'article 1780 repose donc sur des considérations d'ordre public. Par conséquent la nullité de la convention qui y porterait atteinte pourrait être invoquée par les deux parties, et non pas seulement, comme on l'a prétendu, par celle qui a aliéné sa liberté en engageant ses services pour toute sa vie. D'autre part, la partie qui demande la nullité n'est passible d'aucuns

dommages-intérêts. L'exercice d'un droit ne peut pas être la source d'une action en indemnité (1).

L'article 1780 a une portée très large et ne dit pas tout ce qu'il veut dire ; pourrait-on, en effet, en prenant les mots « n'engager ses services qu'à temps » au pied de la lettre, faire un contrat de louage de services valable pour un temps quelque long qu'il soit ?

Évidemment non, et est nulle, comme portant atteinte à la prohibition dont il s'agit, non seulement la convention par laquelle une personne engage ses services pour toute sa vie, mais toute convention équivalente, par exemple celle par laquelle un domestique engage ses services pour un temps plus long que la durée probable de son existence ou pour toute la durée de la vie d'un maître plus jeune que lui (2), ou pour toute la durée d'une entreprise qui doit se prolonger pendant plusieurs générations. Les juges ont un pouvoir souverain d'appréciation ; ils décideront d'après la nature et les circonstances de l'affaire et s'inspireront de ce principe qu'on ne

1. Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, t. II, p. 601. — Troplong soutient l'opinion contraire suivant laquelle le serviteur seul peut se prévaloir de la nullité du contrat. *Louage de serv. et d'ind.*, 156.

2. Duvergier et Troplong enseignent l'opinion contraire.

peut pas faire indirectement ce que la loi défend de faire directement (1).

SECTION II

CAUSES QUI METTENT FIN AU LOUAGE

Diverses causes mettent fin au contrat de louage. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres concernant notre matière les dispositions du Code civil sont fort incomplètes. Nous devons y suppléer à l'aide des principes généraux du droit.

La mort du domestique résout de plein droit l'engagement contracté ; le maître, en effet, avait accepté le domestique en considération de ses aptitudes personnelles, et pourtant la loi ne le dit pas d'une manière expresse. Il faut se reporter à l'article 1122 : « On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention. »

En est-il de même de la mort du maître ? On l'admet généralement, car il s'agit ici de services rendus à la personne et malgré que la personne du patron soit en général indifférente à l'ouvrier, celle

1. Toulouse, 28 décembre 1892. S. 93. 2. 209.

du maître est loin de l'être au domestique et il existe entre eux des rapports constants qui font décider que contrairement à ce qui arrive pour le patron, la mort du maître met fin au contrat de louage.

Dans le cas qui nous occupe, M. Colmet de Sauterter (1) voudrait que lorsque la durée du contrat est fixée par les usages des lieux, le contrat continuât avec les héritiers afin de ne pas laisser le domestique sans place jusqu'à l'époque fixée par l'usage pour le renouvellement des contrats de louage de services ; il soutient encore la même opinion quand il s'agit de services impersonnels rendus par le domestique et profitant à la collectivité de la famille, par exemple quand il s'agit des fonctions de jardinier ou de cuisinier ; mais ces distinctions semblent arbitraires car si ces services sont inutiles à l'héritier, ce dernier se trouverait dans la nécessité de payer des gages pour des services qui ne lui profitent pas et quelles que soient les considérations d'humanité, il n'en est pas moins vrai que les gages ne sont dus au domestique qu'en échange des services qu'il doit rendre.

Une infirmité, la maladie prolongée ou l'âge avancé du domestique sont encore des causes qui le

1. *Droit civil*, t. VII, 231 bis.

rendent incapable de faire son service et mettent fin au contrat de louage.

Nous disons maladie de longue durée, car il est bien évident que le maître ne peut pas rester longtemps privé des services d'un domestique qu'il s'est attaché.

S'il s'agit au contraire d'une courte maladie, la jurisprudence décide que le maître est tenu de payer ses gages au domestique tant que dure la maladie (1). Ces décisions s'appuient sur des considérations d'humanité, mais il faut toutefois que le maître n'ait pas été obligé de prendre un remplaçant pendant le temps que son domestique était malade.

Le louage de services prendra encore fin lorsque l'une des parties n'exécutera pas les obligations que le louage de services lui impose.

Cela résulte évidemment de l'article 1184 du Code civil : « La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisfera pas à son engagement. »

Ainsi le maître peut congédier son domestique qui manquerait gravement à ses devoirs sans attendre l'expiration du terme fixé si l'engagement est à durée déterminée, ou sans être tenu d'observer les délais

1. Guillouard, *Contrat de louage*, II, 296.

de congé si la durée du contrat n'a pas été fixée (1).

Nombreuses sont les causes autorisant le maître à renvoyer de suite son domestique, par exemple s'il refuse d'obéir, s'il est ivrogne, ou s'il profère des injures vis-à-vis de son maître.

Mais la faute doit être d'une certaine gravité pour autoriser le renvoi immédiat : ainsi la maladresse, la paresse même du domestique ne sont pas suffisantes pour légitimer cette rigueur.

La Cour de cassation a jugé le 26 février 1896 (2) qu'un maître pourrait sans commettre une faute renvoyer avant l'époque fixée une domestique engagée pour un temps déterminé, dans le cas où par son attitude et notamment par son refus de relever du secret professionnel le médecin qu'elle était allée consulter sur l'invitation de son maître, elle a autorisé celui-ci à la considérer comme étant en état de grossesse.

Par contre, le domestique serait, de son côté, en droit de demander la résolution du contrat si son maître ne lui fournissait pas un logement ou une nourriture suffisante, s'il ne lui payait pas ses gages, s'il s'était rendu coupable à l'égard de son serviteur de mauvais traitements ou d'injures grossières.

1. Aubry et Rau, IV, 372. — Planiol, 1884 et suiv. D. 97. 2. 163. — Guillouard, II, 288. — Baudry Lacantinerie et Wahl, 1516 et suiv.

2. D. 96. 1. 158.

SECTION III

CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE

Lorsque le contrat aura été fait avec détermination de la durée, son mode normal d'extinction sera l'arrivée du terme, ou l'achèvement de l'entreprise déterminée, d'après les deux hypothèses prévues par l'article 1780 ; au cas où l'une des parties se refuserait à exécuter le contrat avant l'arrivée du terme, il y aurait alors inexécution d'une obligation de faire qui se résoudrait en dommages-intérêts.

C'est ici une application de l'article 1184. « La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement... La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté a le choix, ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts. »

Dans le cas qui nous occupe, l'exécution ne peut être assurée même par la force, car il est matériellement impossible d'exercer sur une personne une contrainte suffisante pour la forcer à un fait actif. On ne saurait donc contraindre par la force un domes-

tique à remplir son engagement, comme on ne saurait songer à obliger un maître à recevoir les soins d'un serviteur qu'il ne veut plus supporter.

La rupture du contrat par la non-exécution des obligations qu'il met à la charge des parties se résoudra donc en dommages-intérêts.

SECTION IV

CONTRAT A DURÉE INDÉTERMINÉE

S'il arrive parfois que les domestiques engagent leurs services pour un temps déterminé, il faut reconnaître que ce genre de contrat se présente peu fréquemment, surtout dans les villes. La plupart des contrats de louage de domestiques sont faits sans fixation de durée et sans que le terme en soit déterminé par l'usage des lieux. La durée du contrat est alors indéterminée.

Il est naturel qu'un maître qui engage un domestique ait l'espérance de le garder longtemps ; le domestique de son côté nourrit le même espoir.

A la différence du contrat à durée déterminée, il peut être résolu par déclaration unilatérale de volonté. Cette possibilité de résolution par la volonté d'un seul des contractants semble contraire aux termes de l'article 1134 du Code civil : « Elles (les

conventions) ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel (de ceux qui les ont faites) ou pour les causes que la loi autorise. »

Mais cette dérogation au droit commun se justifie d'une manière fort simple : si, en effet, le contrat de services à durée indéterminée ne peut être rompu par la volonté d'un seul, il peut en résulter un engagement perpétuel prohibé par l'article 1786. Le Code civil n'avait pas réglementé ni organisé cette faculté réciproque de résiliation, mais elle a toujours été admise sans difficulté ; la doctrine et la jurisprudence exigeaient toutefois que la partie qui voulait mettre fin au contrat devait prévenir l'autre de son intention et observer le délai reconnu par l'usage ou la convention entre le jour du congé et le départ définitif. L'inobservation du délai de congé justifiait une demande en dommages-intérêts de la part du congédié.

Pothier (1) n'était pas de cet avis : « Quoique les bourgeois des villes et même à la campagne louent les serviteurs à raison de tant par an, ils sont censés néanmoins ne les louer que pour le temps qu'il plaira au maître de les avoir à son service. C'est pourquoi le maître peut les renvoyer quand bon lui semble et sans en dire la raison en leur payant leur service

1. Pothier, *Louage*, 176.

jusqu'au jour où il les renvoie. Mais il ne leur est pas permis de quitter le service du maître sans son congé et ils doivent être condamnés à retourner jusqu'au jour du prochain terme auquel il est d'usage, dans le lieu de louer les serviteurs ou seulement jusqu'à ce que le maître ait le temps de se pourvoir d'un autre serviteur, lequel temps est limité par le juge. »

Cette doctrine serait peu conforme aux idées démocratiques d'aujourd'hui.

La loi du 27 décembre 1890 est venue consacrer la règle admise.

« Le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. Néanmoins la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts. »

Mais la loi ne dit pas dans quels cas ces dommages-intérêts pourront être alloués ; pour leur fixation, il sera tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite et en général de toutes les circonstances qui peuvent justifier et déterminer l'étendue du préjudice causé (1).

1. Cass., 21 nov. 1893. D. 94. 1. 237 et 11 nov. 1894. D. 95. 1. 260.

Avant la loi de 1890, la partie qui donne congé pouvait-elle être condamnée à des dommages-intérêts envers l'autre partie ? La jurisprudence s'était formée en ce sens que la rupture du contrat étant l'exercice d'un droit ne donnait pas lieu à une indemnité. A cette règle, toutefois, la jurisprudence admettait deux exceptions : la première pour le cas où les délais prescrits par l'usage des lieux pour les congés n'avaient pas été observés ; la seconde, lorsque la rupture avait eu lieu en violation d'une clause expresse ou tacite de la convention. D'après cette jurisprudence, une compagnie pouvait congédier sans indemnité, même à la veille de sa retraite, un employé dont elle croyait avoir à se plaindre. Et, pour échapper plus sûrement à toute réclamation, les compagnies faisaient ordinairement signer à leurs agents, au moment de leur entrée en fonction, un engagement par lequel ils renonçaient d'avance à toute action en indemnité contre la compagnie pour le cas où ils seraient congédiés sans motifs légitimes ; de sorte que de nombreux employés se trouvaient ainsi à la discrétion absolue de puissantes compagnies dont ils avaient été obligés de subir la loi au moment de leur entrée en fonctions, puisqu'on ne les acceptait qu'à cette condition.

C'est cet état qui, donnant lieu à de vives récla-

mations, fit aboutir un projet qui est devenu la loi du 27 décembre 1890.

Comme auparavant, le contrat de louage de services fait sans durée déterminée demeure révocable *ad nutum* par la volonté de l'une ou l'autre des parties ; mais, et c'est là qu'est l'innovation, la résiliation par la volonté d'un seul peut donner lieu à des dommages-intérêts.

Le principe des dommages-intérêts est reconnu et affirmé : si le maître ne prouve pas qu'il avait de justes motifs de renvoyer son domestique, il peut encourir une condamnation à des dommages-intérêts, mais les tribunaux se laissent aisément convaincre de la légitimité du renvoi (1).

Il est évident que la loi nouvelle n'a nullement modifié les règles établies et reconnues antérieurement au sujet du délai de congé, aussi la jurisprudence postérieure à 1890 reconnaît-elle et cela en conformité avec la jurisprudence antérieure, que parmi les cas où des dommages-intérêts peuvent être dus en cas de résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants, sont précisément ceux où les délais de congé n'ont pas été observés.

Ce que la loi a innové, c'est le principe des dommages-intérêts au cas où le maître ou le domestique

1. D. 1893. 2. 170 ; D. 1894. 2. 394 ; D. 1895. 2. 228.

font un usage abusif de leur droit de résiliation.

La jurisprudence a retenu fréquemment comme usage abusif du droit de résiliation le fait pour le maître de renvoyer son domestique sous le seul prétexte de son affiliation à un syndicat, même s'il a observé les délais d'usage ; également le maître qui, en l'absence de convention expresse, congédie son domestique en raison du fait qu'une saisie-arrêt a été pratiquée sur ses gages, est passible de dommages-intérêts pour usage abusif de son droit (1).

On paraît d'accord pour reconnaître que le motif légitime de rupture peut provenir non seulement du fait de l'employé qui remplit mal sa tâche, mais aussi de l'intérêt du maître ou du patron, par exemple, s'il n'a plus besoin d'un aussi grand nombre d'employés.

Finalement, la rupture par la volonté d'une seule des parties d'un contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut donner lieu à l'allocation de dommages et intérêts : 1° à raison de l'absence de motifs légitimes de rupture et cela même quand le délai d'usage a été observé ; 2° à raison de l'inobservation des délais d'usage entre le congé et la sortie, et des autres formalités préalables que

1. Lille, 2 juillet 1906. — *Rec. Som.*, 1907, 1990. 373. — Cons. prud. Seine, 13 juin 1906. — Trib. paix, Ivry-sur-Seine, 24 nov. 1908. — *Rec. Som.*, 1909, 1295. 233. — *Rec. Som.*, 1909, 500. 90.

l'usage ou la convention imposaient et cela même quand il existe un motif légitime de rupture, à moins cependant que ce motif ait une gravité telle qu'il exige impérieusement le renvoi immédiat de l'ouvrier ou du domestique (1).

Pour assurer l'exécution de la loi, le paragraphe 4 de l'article ajoute : « Les parties ne peuvent renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions ci-dessus. »

Sinon cette clause fut devenue de style dans tous les contrats de louage sans détermination de durée. Le plus fort aurait imposé cette clause au plus faible et la loi serait demeurée sans application (2).

1. Baudry-Lacantinerie, *T. de droit civil*, II. 970.

2. Cass., 14 nov. 1894. S. 95. I. 260.

CHAPITRE V

LES DOMESTIQUES ET LE CODE PENAL

Certaines circonstances comme, par exemple, la situation exceptionnelle de l'agent, augmentent la gravité de l'infraction et rendent son auteur passible de peines plus graves que la peine ordinaire.

Au nombre de ces circonstances aggravantes se trouve la qualité de domestique : notre Code pénal frappe le domestique de peines plus sévères qu'une autre personne, quand il s'est rendu coupable de trois délits facilités singulièrement par sa situation et son rôle dans la maison.

Vol, abus de confiance, attentat aux mœurs.

PREMIÈRE SECTION

VOL

Le vol commis par un domestique passe de la catégorie de délit à celle de crime ; on dit qu'il y a vol qualifié, puni par suite de peines criminelles.

Cette aggravation de peine se comprend aisément; deux motifs la justifient, d'une part le manquement du domestique à la confiance que les maîtres ont placée dans sa probité alors surtout qu'ils étaient dans l'obligation de la lui accorder, d'autre part la grande difficulté, l'on pourrait dire l'impossibilité où se trouvent les maîtres de se prémunir des vols que pourraient commettre les domestiques.

L'ancien droit appliquait au vol commis par les gens de service la peine capitale (1).

Le Code pénal de 1791 adoucit la sévérité de cette répression peu proportionnée au fait punissable : « Lorsqu'un vol aura été commis dans l'intérieur d'une maison par une personne habitante ou commensale de ladite maison pour y faire un service ou travail salarié ou qui y soit admise à titre d'hospitalité, la peine sera de huit années de fer (2). »

La loi de frimaire an VIII laissa subsister cet article, mais en ce qui concernait les domestiques à gages seulement, diminuant considérablement la rigueur de la pénalité pour toutes les autres personnes auxquelles il s'appliquait précédemment.

1. Le vol domestique sera puni de mort, article 2 de la déclaration du 4 mars 1724.

2. Article 13, section II, titre II, 2^e partie.

Aujourd'hui le Code pénal article 306, édicte contre le vol domestique la peine de la réclusion. « Sera puni de la peine de la réclusion, dit cet article, tout individu coupable du vol commis dans l'un des cas ci-après...; 3° si le voleur est un domestique ou un homme de services à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient dans la maison de son maître ou dans celle où il l'accompagnait.

Il faut remarquer que le législateur en édictant des peines spéciales pour les gens de service n'a pas eu seulement pour but de garantir la sécurité du foyer et de mettre à l'abri des déprédations les objets laissés à la discrétion des domestiques. L'aggravation n'est pas en effet motivée par le lieu où a été commis le vol, mais par les rapports de confiance nécessaire qui existent entre le maître et son domestique, et le domestique auteur d'un vol au préjudice de son maître, est susceptible d'encourir la peine de la réclusion en quelque endroit qu'ait été commis le vol; cela résulte clairement de l'alinéa 3 de l'article 386 qui subordonne l'application de la peine aggravée au lieu où la soustraction a été commise qu'autant qu'elle l'a été envers des personnes que le domestique ne servait pas. La jurisprudence et les auteurs sont unanimes sur ce point. C'est ainsi qu'il a été jugé que le vol par un domestique au préju-

dice de son maître est toujours susceptible des peines portées par l'article 386 du Code pénal, quoiqu'il l'ait commis sur des objets placés hors de la maison de son maître et confiés à la surveillance d'un tiers (1).

Aux vols commis au préjudice du maître, il faut assimiler les vols commis au préjudice de la succession du maître, du moins quand les liens de confiance qui justifient cette aggravation existent entre le voleur et les héritiers. Tout dépendra des circonstances ; si en effet, en principe, le contrat de louage de services est rompu par la mort du maître, en fait le domestique ne perd pas nécessairement sa qualité au moment même où expire le maître ; mais il peut être considéré comme conservant sa qualité de domestique à l'égard de la succession, tout au moins jusqu'à l'arrivée des héritiers, et tant qu'il n'a pas été congédié par eux. C'est ce qui arrivera notamment si ceux-ci ont manifesté leur confiance (2).

1. Crim. Cass., 14 avril 1831.

2. Trib. civ. Seine, 22 janv. 1891. « Attendu que l'aggravation pénale prévue par le paragraphe 3 de l'article 386, s'applique aussi bien aux vols commis au préjudice de la succession que du maître lui-même, quand les circonstances constitutives de cette aggravation se trouvent réunies ; qu'en effet les liens de confiance nécessaire qui constituent un élément du vol domestique existent la plupart du temps soit avant soit après le décès entre le serviteur du *de cuius* et les ayant droit à la possession ; que la loi a voulu d'ailleurs sauvegarder par une aggravation de

Mais si après avoir reçu son congé le domestique divertissait quelques-uns des effets de la succession, ce ne serait pas un vol domestique, mais un vol commis au préjudice des héritiers, c'est-à-dire un simple délit.

La deuxième hypothèse prévue par la seconde partie de l'alinéa 3 de l'article 386 est la suivante. Le vol a été commis par un domestique au préjudice de personnes se trouvant soit dans la maison du maître, soit dans celle où le domestique l'accompagnait. Dans ce cas le jury devra être interrogé sur le lieu où la soustraction a été commise.

On s'explique très bien encore ici que le législateur ait appliqué les peines du vol domestique. Les objets qui se trouvent dans la maison du maître quoique appartenant à un tiers doivent être sacrés pour le domestique, car le maître en est responsable et les tiers ont eu confiance en sa vigilance. D'autre part le domestique qui accompagne son maître dans une maison étrangère y est investi, en considération de la personne de son maître, d'une confiance nécessaire qui motive encore l'aggravation de la peine.

Mais une difficulté surgit en présence des termes

peine, les ayant droit présents et surtout absents à raison même du libre accès accordé au serviteur en qui ils sont obligés de se confier. »

de l'article 386. La présence réelle et effective du volé, soit dans la maison du maître, soit dans celle où son domestique l'accompagnait est-elle donc nécessaire pour donner lieu à l'aggravation ? On serait tenté de le croire en prenant à la lettre la disposition du Code d'où il résulterait que le domestique déroband dans la maison de son maître les choses qu'une tierce personne y aurait simplement laissées ou déposées ne serait coupable que d'un délit. Mais la jurisprudence est unanime à réformer cette manière de voir (1) et les auteurs admettent généralement qu'il faut ici faire prévaloir l'esprit sur le texte et qu'il ne faut pas se préoccuper de la présence ou de l'absence de la personne propriétaire des objets dérobés. Il paraît certain en effet, qu'il y a vol domestique aussi bien lorsque la soustraction opérée dans la maison du maître porte sur une chose appartenant à une personne absente qui l'a confiée à celui-ci que lorsque le vol, ayant été commis par des domestiques dans une maison où ils accompagnent leur maître a pour objet une chose appartenant à une personne qui ne se trouvait pas dans cette maison au moment où le vol a eu lieu. Dans les deux cas en effet, ce qui est à la fois néces-

1. Cass., 13 février 1819, 7 juin 1832. — Poitiers, 12 mars 1852 D. 52. 2. 142.

saire et suffisant pour caractériser la criminalité du coupable, c'est la nature du lieu où la soustraction a été opérée et dont la libre entrée est donnée à celui-ci par son titre même de domestique (1).

Mais ici, comme pour toutes les dispositions qui dérogent au droit commun, il faut appliquer les règles de l'interprétation restrictive. Ainsi le serviteur qui envoyé seul dans une maison étrangère en profiterait pour commettre un vol, ne serait pas passible de la réclusion, pas plus que celui qui accompagnant son maître dans un lieu public tel qu'un marché, y soustrait un objet quelconque (2).

D'après les statistiques, on constate une diminution progressive et constante des vols domestiques, et pourtant de nos jours, les plaintes sur l'infidélité des domestiques sont partout générales; c'est qu'il faut ajouter que les maîtres n'aiment pas livrer leurs domestiques voleurs à la justice répressive; ils préfèrent les renvoyer plutôt que de s'exposer à des ennuis.

« Il y a à cet égard à Paris (3), une telle indifférence que c'est à peine si sur dix vols domestiques qui y sont commis, il en est un qui parvienne à la

1. Garraud, *Traité de droit pénal*, t. V, p. 135.

2. Cass. 13 février, 1834.

3. Bonniceau-Gesmon, *Domestiques et maîtres, Question sociale*.

connaissance de la justice et donne lieu aux poursuites de celle-ci.

» Tantôt c'est le peu d'importance des objets volés qui fait qu'on ne peut se déterminer à dénoncer un serviteur qu'un instant de faiblesse peut avoir égaré ; tantôt, si les objets volés sont au contraire d'un grand prix, c'est parce qu'on est parvenu à rentrer en leur possession qu'on éprouve de la répugnance à être l'auteur d'une condamnation sévère dont les conséquences sont incalculables pour les malheureux qui s'y exposent ; tantôt enfin le silence vient de ce qu'on a à se reprocher d'avoir été trop facile à prendre à son service et à introduire au sein de sa famille un homme ou une femme dont on ne connaissait ni les antécédents ni l'origine, et afin de ne pas avoir à faire cet aveu devant la justice on se contente presque toujours d'expulser le voleur sans que pour cela on montre une plus grande prudence quand il s'agit de le remplacer. »

SECTION II

ABUS DE CONFIANCE

Lorsqu'il est commis par une personne à laquelle nous sommes quotidiennement et nécessairement obligés de nous fier, l'abus de confiance revêt un caractère de gravité spéciale. Aussi la loi qui le qua-

lifie délit lorsqu'il est commis par un individu quelconque l'appelle-t-elle crime et le punit-elle de la réclusion lorsqu'un homme de services à gages en est l'auteur.

Il n'en a pas toujours été ainsi et avant la loi du 28 avril 1832 aucune distinction n'était faite entre l'abus de confiance commis par de simples particuliers et celui commis par des domestiques au détriment de leur maître.

La loi de 1832, au nombre des contrats dont la violation peut être considérée comme un abus de confiance prévu déjà par le Code pénal de 1810 a ajouté le louage le mandat et le travail non salarié et enfin une loi du 14 mai 1864 le nantissement et le prêt à usage.

Finalement, après ces remaniements successifs la rédaction définitive de l'article 408 est la suivante : « Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, dépôt de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé sera puni des peines portées à l'article 406. Si l'abus de confiance prévu

et puni par le précédent paragraphe a été commis par un officier public ou ministériel ou par un domestique, homme de services à gages, élève, clerc, commis, ouvrier compagnon ou apprenti au préjudice de son maître, la peine sera celle de la réclusion. »

La peine est donc la même pour le vol ou l'abus de confiance commis par un domestique ; la seule différence est que la personnalité de domestique n'est une cause aggravante dans l'abus de confiance que lorsqu'il est commis au préjudice du maître et non au préjudice des personnes qui habitaient chez lui ou chez lesquelles le domestique l'accompagnait.

Done pour qu'il y ait lieu d'appliquer le deuxième paragraphe de l'article 408, il faudra le concours simultané de trois circonstances : 1° que le fait imputé présente les caractères indiqués comme constitutifs de l'abus de confiance ; 2° que la qualité de domestique soit constatée ; 3° que le délit soit commis au préjudice du maître.

A propos de cette troisième condition se pose une question d'un grand intérêt pratique. Doit-on considérer comme abus de confiance le fait d'un domestique qui, chargé des achats journaliers du ménage, détourne les sommes que son maître lui remet à cet effet et se procure les marchandises à crédit ? Les avis sont partagés. Les uns voulant éluder ici l'application de l'article 408 soutiennent que l'élément

principal du crime va manquer car le maître est libéré envers ses fournisseurs ; ils n'ont pas d'action contre lui, donc il ne subit pas de préjudice.

« A cela je réponds que l'action civile n'a aucune influence sur l'action criminelle ; la question civile a pour objet d'empêcher la ruine des ménages sans qu'il y ait eu moyen pour le maître de s'en garantir ; pour cela il lui suffit de prouver qu'il était dans l'usage de payer comptant ; mais c'est une preuve à faire, un usage à établir sans cela le maître reste exposé en principe aux conséquences de la responsabilité civile posée par l'article 138 du Code civil. Ajoutons que, même dans le cas où, rigoureusement parlant, l'action civile des fournisseurs ne serait pas recevable contre le maître en raison de faits particuliers, il peut cependant rester une obligation morale et naturelle d'acquitter les sommes dues ; cela suffit pour que l'on ne puisse pas dire absolument que le maître n'éprouve aucun préjudice de l'infidélité de son domestique » (1).

La Cour de cassation s'est rangée à cet avis et a décidé « que les sommes confiées aux domestiques sont réputées dans les mains et dans la possession du maître et que le domestique ne peut se les approprier et en frustrer son maître sans le priver par là

1. Dupin, *Réquisitoires*, IV, p. 488.

de cette possession et conséquemment sans les détourner à son préjudice ».

SECTION III

ATTENTAT AUX MŒURS

L'esclave coupable d'attentat aux mœurs était à Rome puni de la peine de mort ; dans notre ancien droit, le domestique reconnu coupable de séduction encourait la peine de la pendaison. Il ne faut pas s'étonner de ces peines très dures, car si ce crime est odieux de la part de toute personne, il revêt une gravité particulière quand il émane d'un domestique investi de la confiance de son maître et à qui ses rapports quotidiens et la situation qu'il occupe devraient imposer une plus grande retenue.

L'article 333 de notre Code pénal dispose à ce sujet : « Si les coupables sont les ascendants de la personne sur laquelle a été commis l'attentat, s'ils sont de la classe qui ont autorité sur elle, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages ou serviteurs à gages des personnes ci-dessus désignées... la peine sera celle des travaux forcés à temps dans le cas prévu par l'article 331 (attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant de moins de 13 ans) et des travaux forcés à

perpétuité dans le cas prévu par l'article précédent. (crime de viol). »

Pour toute autre personne la peine encourue aurait été la réclusion dans la première hypothèse et les travaux forcés à temps dans la seconde.

Les mots « serviteurs à gage des personnes ci-dessus désignées », ont été ajoutés à l'article 333 par la loi du 28 avril 1832. Avant cette loi on se demandait, en effet, si le domestique devait être considéré pour l'application de cette aggravation comme le serviteur à gages non seulement du chef de famille qui l'avait engagé, mais aussi des autres personnes le composant. La Cour de cassation avait admis l'affirmative disant « que celui qui est reçu dans une maison en qualité de serviteur à gages doit être considéré comme ayant cette qualité non seulement à l'égard du chef de la maison, mais aussi à l'égard de ses femme et enfants demeurant avec lui » (1).

Il résulte encore du nouvel article 333 que l'attentat aux mœurs commis par un domestique sur un autre domestique, employé dans la même maison tombe sous le coup de cet article (2).

Un maître a-t-il autorité sur ses domestiques dans

1. Cass., 6 sept. 1821. B. cr. 147.

2. Cass., 2 août 1878. S. 79. 1. 44. — Cass., 16 mars 1854, S. 54. 1. 415.

le sens de l'article 333 et doit-il encourir, le cas échéant, l'aggravation de peine qui en résulte ?

Certains auteurs ont soutenu la négation disant que les maîtres n'étaient pas nommés dans notre article et qu'on ne pouvait soutenir qu'ils fussent désignés par les mots « ceux qui ont autorité », ces mots ne s'appliquant aux père, mère, tuteur et curateur.

Mais il nous semble que les termes généraux de l'article 333 autorisent la solution contraire, il n'est pas nécessaire que l'autorité dont parle l'article 333 soit une autorité légale ; une simple autorité morale peut suffire. La raison de l'aggravation existe dès que le coupable investi d'une puissance quelconque sur la victime s'en est servi pour commettre son crime, et il nous paraît que le maître coupable d'un attentat à la pudeur sur la personne de sa domestique serait passible de l'aggravation pénale édictée par l'art. 333 de notre Code.

CHAPITRE VI

LA CRISE DU SERVICE DOMESTIQUE

La question de la domesticité est à cette heure une des plus actuelles et des plus brûlantes.

Les domestiques des deux sexes s'agitent, se groupent en syndicats professionnels—il en existe une vingtaine à Paris — et cherchent à faire aboutir leurs revendications ; ils se plaignent que le législateur ne pense à eux que lorsqu'il veut se faire servir ; ils se trouvent déshérités, sacrifiés, tel est le fond de leur pensée, aux ouvriers dont ils cherchent à se rapprocher du plus près possible.

Il est certain que si l'on compare la situation des domestiques à ce qu'est devenue la vie des ouvriers protégés par les nombreuses lois promulguées au cours de ces vingt dernières années sous la poussée du socialisme, l'on ne peut s'empêcher de constater, comme nous le faisons remarquer au commencement de cette étude, que si on s'est copieusement

occupé de ceux-ci, on a peut-être un peu trop négligé ceux-là.

Lois sur le travail des enfants, filles mineures et femmes dans les établissements industriels, sur l'hygiène et la sécurité du travailleur, lois sur les accidents du travail, sur les accidents agricoles, lois sur le travail des ouvriers mineurs, apportant périodiquement des modifications aux lois précédentes sur la même matière, décrets sur la durée du travail des adultes, sur le contrat de louage des agents de chemins de fer, loi sur le repos hebdomadaire, pour n'en citer qu'un certain nombre, sont venues mettre un terme aux principales revendications du monde ouvrier.

Aucune de ces questions n'a été tranchée ni même envisagée au sujet des domestiques, et point n'est besoin pourtant d'être socialiste pour réclamer en leur faveur une vie intellectuelle plus large, afin de faire d'eux des ouvriers dont on rémunérerait le travail de la maison comme le travail de l'usine.

« De toutes les classes de la société (1), il n'en est aucune qui ait été jusqu'ici aussi négligée, délaissée et méconnue que celle des domestiques. Et cependant en est-il une qui mérite d'être dirigée, moralisée, perfectionnée soit sous le rapport de son recrutement

1. Bonniceau-Gesmon, *Domestiques et maîtres*.

chaque jour plus malaisé, soit sous le rapport de son éducation et de son traitement.

Le point sur lequel portent les plus justes réclamations de la classe domestique est la question du logement. « La question du sixième » comme on l'a appelée est à l'ordre du jour.

En chassant les ouvriers des quartiers riches, on a installé au sixième ou septième étage des maisons luxueuses de nos grandes villes toute une population de domestiques.

Pourquoi toutes les maisons dites modernes ont-elles été construites sur le même modèle et quelles raisons donner à cette relégation des domestiques dans les étages élevés ?

1° Ce fut la conception du célèbre préfet Haussmann, approuvée par les édiles du temps, d'établir dans Paris une zone riche et de refouler au loin la population pauvre. En même temps la construction de vastes immeubles dans la zone riche devait refouler au sixième ou septième étage, loin des appartements des maîtres, toute la domesticité de l'immeuble ;

2° Cette délimitation des quartiers riches avec les offices et les demandes qu'elle a provoquées a haussé sans cesse le prix des terrains : les propriétaires ont construit des maisons relativement étroites mais élevées, et comme il n'y avait pas alors d'ascenseur on

a réservé au personnel domestique l'étage du sommet ;

3° Les locataires eux-mêmes, exigeant la plus grande place possible, étaient d'accord avec propriétaires et architectes pour reléguer les gens de service loin de l'appartement.

Il est certain que ces logements sont défectueux non seulement à Paris, mais un peu partout dans les grandes villes ; ils mettent en péril la santé, les mœurs et éloignent les domestiques des maîtres au sens propre comme au sens figuré (1).

L'insécurité est le trait caractéristique du sixième. Celui-ci est partagé en chambres mansardées dont la plupart reçoivent l'air et le jour par des ouvertures ou tabatières pratiquées dans le toit. On compte 50, 60 et 80 chambres suivant l'importance de l'immeuble à un même étage. On a remarqué de plus que ces chambres sont dotées presque partout de serrures uniformes et que les clefs sont les mêmes, si les serrures sont différentes le moindre passe-partout les ouvre facilement (2).

On devine sans qu'il soit nécessaire de la décrire la vie scandaleuse qu'explique la promiscuité d'une

1. *Bulletin de la ligue sociale d'acheteurs*, 2^e trimestre. 1908.

2. Ces détails sont empruntés au *Bulletin de la ligue sociale d'acheteurs*, 2^e trimestre 1908.

jeunesse libertine. Comment la femme, la jeune fille isolée et sans appui résistera-t-elle aux séductions, aux intrigues et même à la force. « Combien de maîtres ont fait l'ascension du Righi ou du Mont Pilate, écrit M. René Bazin, et n'ont pas songé à faire celle de leur sixième étage. »

Brouardel disait à une des réunions de la société française des habitations à bon marché: « Mesdames! prenez garde! c'est du sixième que la tuberculose descend dans vos appartements. »

Le professeur Pinard fut un des premiers à faire ressortir le danger moral de cette relégation des domestiques au sixième et révéla que la maternité était peuplée par les infortunées victimes du sixième (1).

Peu à peu le serviteur a été éloigné de la table du maître, de son foyer, de son appartement. Comment

1. Lucien Descaves écrivait dans *le Journal* du 6 août 1907: « Maîtres et serviteurs ne vivant plus ensemble s'ignorent mutuellement; vous cherchez la barrière qui les sépare: levez les yeux, elle est presque toujours au sixième, l'odieux sixième, l'école d'immoralité où se dépravent la plupart des bonnes. En passant d'un appartement spacieux, confortable, à leur triste réduit sans air et sans lumière, comment voulez-vous qu'elles ne comparent pas? Étonnez-vous des moyens dont elles s'avisent pour égayer leur chambre, réchauffer leur lit glacé, se procurer à leur tour l'illusion d'un peu d'indépendance et de joie! Je voudrais bien voir un moraliste à leur place: il redescendrait toute de suite ou bien il ferait comme elles. »

s'étonner qu'il ne se considère plus comme membre de la famille et se croit traité en suspect, sinon en ennemi ? Aussi a-t-il cherché à travailler le moins possible, à tromper à voler et à duper son patron avec la perspective de continuer ailleurs, quand son maître l'aura renvoyé pour en prendre un autre qui le dupera plus et mieux ; de combien de chutes prématurées et définitives ont été témoins ces corridors sombres et bas où dans les quartiers élégants de nos grandes villes, la promiscuité, l'immoralité ne sont pas moindres que dans les pires bouges de nos faubourgs ?

On voit que la question vaut qu'on s'en occupe, car il est certain qu'au point de vue salubrité comme au point de vue moralité, le sixième a beaucoup de torts.

Sans doute le mieux serait d'avoir des appartements qui permettent de garder les serviteurs chez soi afin que leur existence fût sans cesse et intimement liée à celle de leur maître ; mais d'abord dans certaines villes, pour ne pas être relégués au sixième, les domestiques ne sont pas mieux lotis puisqu'on les fait souvent coucher dans une alcôve étroite prenant jour par la porte sur le vestibule ou par la fenêtre sur la cage de l'escalier, logement qui à quelque chose près ne vaut pas mieux qu'une chambre sous les combles. Et ensuite les domestiques ne

veulent à aucun prix de leur chambre dans l'appartement du maître et à leur point de vue leur thèse est défendable : puisqu'on leur prend toute leur journée, ils veulent avoir la liberté de leurs nuits, quitte à les employer de façon plus ou moins édifiante.

Le vrai remède consiste dans la réforme des chambres de bonnes qui, neuf fois sur dix, sont des taudis ; il faut que la maison moderne soit belle, mais qu'elle soit en outre logeable pour tous ceux qui l'habiteront, que le cube d'air y soit suffisant pour les pauvres comme pour les riches ; que le serviteur, son travail achevé, puisse s'y plaire et ne soit pas sans cesse tenté d'en sortir ; que la lumière y règne ; qu'un suffisant isolement soit assuré aux femmes, aux jeunes filles, à tous ceux que la promiscuité effarouche et qu'en un mot au lieu de reléguer tous ces malheureux dans un logement malsain et insalubre, on leur donne des chambre commodés et saines.

Notre travail, disent encore les domestiques, est trop prolongé ; dans les autres professions, il y a des heures déterminées après lesquelles on est libre de faire ce que l'on veut sans avoir à demander de permission.

Le fait est que le travail domestique est en somme illimité, surtout celui des bonnes appelées « bonnes à tout faire, et par conséquent seules à servir une

famille. La durée du travail de ces dernières n'est jamais en effet inférieure à quinze ou dix-huit heures par jour (1), et il faut de plus considérer que ce travail est fait chaque jour par des jeunes filles de seize à vingt-cinq ans.

On peut ajouter aisément qu'il n'y a pas d'article du Code qui, expressément, oblige le patron d'épargner à ses domestiques les travaux et les conditions matérielles d'emploi qui compromettent leur santé, leur moralité ou leur force au travail ; aucun Code ne prévoit pour eux une retraite, une pension d'invalidité ou de maladie.

Ils usent leurs forces, compromettent leur dignité pour un salaire qui, dans la grande majorité des cas, est très au dessous du salaire que la classe ouvrière a su conquérir.

Au lieu d'être laissé à la discrétion et à l'arbitraire du maître, le travail des domestiques ne devrait-il pas être réglé par contrat, stipulant les gages et fixant les heures de travail et le genre de service demandé ? Est-il juste que les serviteurs aient à subir, sans contrôle pour le travail, la nourriture ou le logement, les seules exigences ou les seuls caprices de ceux qui les emploient ? La loi ne

1. Rapport présenté par M^{me} Vincent au Congrès féministe international de 1900.

devrait-elle pas aide et protection à la servante comme elle les accorde à la femme ou à l'enfant dans la fabrique ou à l'atelier ? Puisque la journée du travail est fixée par la législation ouvrière, pourquoi le domestique ne bénéficierait-il pas de ces mesures humanitaires et n'aurait-il pas droit au repos après un nombre d'heures déterminées ? Pourquoi, puisqu'on s'occupe d'améliorer l'habitation ouvrière ne visite-t-on pas les chambres de bonnes et ne condamnent-on pas celles qui sont notoirement insalubre ?

La perte d'une partie de la liberté, vice inhérent à la profession domestique, est encore un des reproches que font entendre aujourd'hui les gens de maison à leurs fonctions et à cause duquel ils préfèrent louer leur travail dans un atelier ou une industrie ; ils ne se font aucune illusion sur la dureté du sort qui les attend, ils n'ignorent pas le poids du joug dont ils vont se charger à côté duquel celui de la domesticité paraît presque léger : ils préfèrent pourtant le premier parce que chaque soir leurs fonctions accomplies, ils redeviennent des êtres libres, reprennent possession d'eux mêmes et s'appartiennent quelques heures.

Domestiques, ils seraient, même au cours de leur repas, voire de leur sommeil, à la merci d'un coup de sonnette et ils préfèrent travailler sans relâche,

d'un travail fatigant et monotone, que d'entrer en condition et trouver dans une famille, avec un salaire modique, le vivre et le couvert, mais aussi aliéner leur liberté et n'avoir aucune de leurs soirées libres ; la surveillance constante des maîtres et l'annihilation de toute volonté et initiative leur apparaît comme insupportables.

En résumé, tous les domestiques sont d'accord pour attribuer à leur profession les inconvénients suivant, inconvénients si graves qu'ils sont la cause de l'abandon du métier.

1° Trop souvent, pour ne pas dire toujours, le domestique a un logement inconfortable, peu décent et malsain.

2° Le temps du travail est illimité.

3° Le domestique n'est jamais libre, il est constamment sous l'œil du maître.

4° La domesticité entraîne une subordination contraire à la dignité humaine.

5° Le plus légitime besoin de sociabilité est interdit : nul moyen de recevoir jamais des amis, fut-ce le plus honorablement du monde.

Il ressort en effet des enquêtes faites à ce sujet que les domestiques se montrent encore plus préoccupés de leur situation morale que de leur situation matérielle. Ils souffrent de leur condition : ils en sont humiliés, ils l'opposent à celle des autres travailleurs

que la démocratie comble de ses faveurs. Un refrain qui revient obstinément sous leur plume est celui-ci : « Nous sommes des parias ». C'est à ce point que l'appellation de domestique leur semble comporter une nuance méprisante : ils préconisent des synonymes moins offensant pour leur dignité. (1)

Ce sont toutes ces raisons auxquelles on peut ajouter l'extension industrielle et la création de fabriques occupant presque exclusivement des employés du sexe féminin qui ont amené la crise actuelle du service domestique : car la question du recrutement de la domesticité est à cette heure une des plus actuelles et des plus brûlantes.

Le métier de domestique tend de plus en plus à manquer de titulaires. Non seulement les maîtresses de maison se plaignent de ne pouvoir trouver de bons domestiques, mais encore elles ont quelque peine à s'en procurer de passables.

Les jeunes filles de condition modeste hésitent de plus en plus à entrer en service, on s'en fournit aisément encore dans les grandes villes, mais elles refusent de se placer dans la banlieue ou en province où les occasions de gains et de pourboires sont moins nombreuses et à coup sûr moins rémunératrices.

1. M^{me} Vincent présidente de l'Égalité, voudrait voir désigner les bonnes sous le nom d'ouvrières ménagères.

Au recensement de 1866 on comptait en France 892.759 domestiques hommes et 1.311.471 femmes : trente ans plus tard, en 1896, on ne trouvait plus que 160.173 hommes et 703.148 femmes.

Les gens de service ont diminué dans la proportion inverse du nombre des gens à servir : en effet, là où on se contentait jadis d'une bonne à tout faire on prend aujourd'hui cuisinière et femme de chambre et on en prendrait davantage même si le recrutement était plus aisé et le salaire exigé moins élevé.

Le luxe a développé les besoins des maîtres et ainsi les prétentions des serviteurs ; ceux-ci déclarent ne plus vouloir servir et ceux-là aspirent à être de plus en plus déchargés de toute peine à la maison.

On a dû, devant la pénurie des serviteurs français, chercher au dehors : 13 0/0 de nos domestiques sont de nationalité étrangère et surtout allemande : ces dernières sont de bonne heure habituées aux travaux pénibles de la ferme et de la maison et partant boudent moins à l'ouvrage et résistent mieux à la fatigue.

Il est intéressant de voir comment le problème a été résolu dans d'autres pays que le nôtre, plus avancés au point de vue économique et où la question des domestiques est arrivée à l'état aigu.

Cette crise a éclaté depuis déjà plusieurs années en Angleterre. Dans ce pays où le service domes-

tique se transforme de fond en comble à l'exemple de l'Amérique, la charte d'émancipation a été la fondation en juillet 1891 du premier syndicat des serveurs des deux sexes : le journal de ce syndicat dont le premier numéro parut à Londres en 1893 portait comme programme : Limitation des heures de travail surtout pour les jeunes domestiques au-dessous de dix-huit ans et obtention d'un temps de récréation en plein air, particulièrement le dimanche. En outre, se regardant comme des ouvriers ou des employés, les domestiques en Angleterre ont obtenu le certificat obligatoire et l'assurance contre les accidents.

Nous reproduisons à titre de curiosité le récit suivant découpé dans un grand journal, et qui bien qu'un peu poussé à la charge donne une idée des exigences des domestiques en Angleterre.

« Le paradis des domestiques, des domestiques féminins surtout, c'est l'Angleterre.

» Tous les ans, il se tient à Lincoln, un marché de domestiques dont l'origine date de plusieurs siècles et qui dure une quinzaine de jours. D'année en année les prétentions de la « gent du tablier et des bandeaux blancs » augmentent non seulement au point de vue salaire, mais surtout sous le rapport des égards et de la relative liberté.

» On ne se doute pas sur le continent de ce qu'une bonne femme de chambre ou cuisinière anglaise

se croit en droit d'exiger des patrons. Depuis de longues années toutes les domestiques anglaises sont entièrement libres le dimanche depuis midi jusqu'à l'heure où il leur plaît de rentrer. On a cru un moment que c'était là le maximum des exigences d'une salariée ; il a fallu déchanter. Parmi celles qui ont trouvé engagement cette année au marché de Lincoln, on en cite une qui a demandé et obtenu un jour de congé par semaine pour prendre sa leçon de musique. Une autre a posé comme condition de recevoir son fiancé au moins trois fois par semaine. Une troisième a exigé deux soirées libres par semaine pour aller au théâtre. Et une quatrième a demandé l'après-midi du dimanche et toute la journée du lundi pour faire des excursions à bicyclette. L'année prochaine les patrons devront mettre tous les dimanches leur voiture à la disposition de leur domestique et dans cinq ans ils seront obligés de les servir à table. »

Ce tableau est évidemment exagéré, mais on doit reconnaître que si les domestiques anglais ne montrent pas encore des exigences comme celles qu'indique ce spirituel chroniqueur, le temps n'est pas éloigné, du moins si nous en jugeons par ce qui se passe en Amérique, où tout cela sera devenu vrai qui est en ce moment seulement vraisemblable.

Il faut bien remarquer aussi que les prétentions

des serviteurs anglais marchent de pair avec les exigences croissantes des maîtres, résultat fatal des complications d'une existence fiévreuse où tout se fait à la vapeur et où on ne vit plus que pour acquérir et posséder. Quand le domestique assiste à l'enrichissement subit ou progressif de ses maîtres, comment s'étonner qu'il ne prenne pas parti de sa situation modeste et montre chaque jour de déconcertantes prétentions de luxe et de bien être qu'il n'a pu connaître qu'en les voyant répandus autour de lui.

En Allemagne comme en Angleterre, un vent de révolte a soufflé parmi les domestiques : ils se plaignaient qu'on leur impose pour des salaires infimes, en comparaison des nôtres, des besognes au-dessus de leurs forces.

Dans les réunions tenues par eux ces dernières années, on a décidé de s'organiser comme en Angleterre ou en Amérique et de demander avant tout l'abrogation du Code de la domesticité (*Gesinde Ordnung*) datant du commencement du siècle dernier (1) dont les prescriptions rudes et avilissantes sont à juste titre regardées comme inconciliables avec le progrès des idées modernes.

Enfin, on réclame la suppression du livret per-

1. 8 novembre 1810.

sonnel de domesticité (Dienstbuch) supprimé en France et qui par les observations que les maîtres y consignaient et les motifs de renvoi, rendait difficile ou même impossible le placement des domestiques congédiés.

Dans *la Nouvelle Revue* du 15 janvier 1904, M. Arthur Raffalovitch dépeint, d'après une étude du docteur Stillich, la condition des domestiques femmes à Berlin : la teinte générale du tableau est sombre. Il y a d'après lui en service dans la capitale de l'empire allemand 6.000 femmes dont 1.000 environ sont nées à Berlin. Les autres y viennent du Brandebourg, de la Silésie, de la Poméranie et des provinces polonaises. Ce sont des filles d'artisans, d'ouvriers, de petits employés, de cultivateurs, etc. Elles travaillent de 14 à 16 heures par jour, quelquefois 20. Elles gagnent de 125 à 375 francs par an auxquels s'ajoutent les étrennes et le sou du franc. Dans beaucoup de familles, elle ne sont pas nourries et reçoivent un mark (1 fr. 25) pour s'acheter les trois repas du jour (déjeuner, goûter et dîner), ou 1/2 mark pour les deux derniers repas, ou 20 pfenings (25 cent.) pour le dîner. Il n'est pas possible qu'avec cette modeste allocation elles puissent manger à leur faim. Elles sont d'ordinaire mal couchées, n'ayant pas de chambres à elles, ou lorsqu'on leur en donne une, par extraordinaire, c'est sous les combles.

Beaucoup de ces pauvres filles échouent dans la prostitution et, somme toute, leur condition est plus dure qu'à Paris.

Il est vrai que depuis le 1^{er} janvier 1900, le nouveau Code civil allemand (1) a exigé que les logements des domestiques soient mieux installés et que les chambres affectées à des serviteurs de sexe différents soient absolument séparées. En outre la nouvelle législation exige que les maîtres soignent ou fassent soigner à leurs frais les domestiques tombés malades en service et leur payent intégralement leurs gages sans prélèvement d'aucune nature.

On le voit, le service domestique est sur le continent, à peu de chose près, ce qu'il était il y a cinquante ans, mais on peut pressentir une évolution préparée, fomentée et activée par les revendications du monde ouvrier et il faut prévoir le temps assez proche où l'orage qui nous menace éclatera.

Aussi importe-t-il pour nous préparer à la future évolution du service domestique de connaître ce qui se passe actuellement en Amérique où la crise dont nous sommes menacés s'est produite depuis plusieurs années déjà et a complètement transformé le service intérieur de la maison et la vie de famille.

1. Le Code civil allemand a conservé un titre spécial au contrat de louage de services.

Rien ne peut donner une idée sur le continent de la vie et de la condition des domestiques en Amérique. Du reste, il serait même inexact d'employer ce terme qui dans ce pays ne correspond presque plus à la réalité.

D'abord on a de la peine à trouver des Américains ou des Américaines qui consentent à entrer en service, ce métier étant par eux regardé comme une déchéance ; de plus en plus on doit avoir recours dans les familles aux Irlandaises et aux Italiennes, comme du reste en Angleterre, on tend à engager comme bonnes, des Suissesses ou des Allemandes.

D'une manière générale, les Américaines n'aiment pas à se mettre en service ; elles préfèrent l'indépendance relative de l'ouvrière aux obligations des servantes, et elles aiment mieux vivre de la vie d'usine ou d'atelier en attendant qu'elles se soient établies que de se soumettre aux ordres d'une maîtresse de maison ; aussi se montrent-elles très exigeantes tant sur les conditions du service que sur le taux de la rétribution. Le plus souvent elles demandent à être libres l'après-midi du dimanche et même un jour en semaine, le mercredi ou le jeudi, et elles se montrent toujours très rebelles à se charger de fonctions qui n'ont pas été expressément stipulées dans leurs conventions.

Quant aux gages qu'elles réclament, ils sont tou-

jours sensiblement plus élevés qu'en Europe. Ils sont de 3 à 4 dollars 50 par semaine à Philadelphie avec un jour de congé le jeudi ; à New-York, les bonnes ordinaires reçoivent de 15 à 20 dollars par mois ; les cuisinières jusqu'à 30 dollars : il en est de même à Chicago, à Boston et à San-Francisco et en général dans toutes les villes importantes. Pour ce prix, elles ne travaillent que jusqu'à 8 heures du soir et se refusent à faire une besogne quelconque qui ne rentre pas directement dans leurs attributions.

Si vous rentrez chez vous pour dîner après 8 heures, le mieux sera de vous arrêter au restaurant le plus proche, car vous risqueriez fort de manger votre potage froid ou même de ne trouver personne pour vous servir.

Pour trouver des bonnes à des prix modérés, il faut s'adresser aux femmes de couleur ou aux immigrantes ; mais d'une part beaucoup de personnes hésitent pour différentes raisons à prendre à leur service des femmes de couleur, et quant aux immigrantes elles ne tardent pas à s'américaniser et au bout de quelque temps se montrent non moins exigeantes ou cherchent d'autres situations.

Aussi nombre de ménages, pour s'épargner des ennuis et les frais de la tenue d'une maison, ont-ils pris l'habitude de vivre à l'hôtel ou dans les Boar-

dings houses de plus en plus nombreux, surtout dans les grandes villes.

Malgré cette hausse des gages, l'Amérique manque de domestiques pour la bonne raison que la situation qui leur est faite est encore inférieure à celle de toutes les ouvrières ou employées américaines qui ont l'après-midi du samedi et la journée du dimanche.

Voici les règles d'une association qui englobe en ce moment toutes les servantes du Mouett en Missouri, le *Servant Girls Trust*.

Article premier. — Aucune restriction au nombre des visites que la domestique peut recevoir.

Art. 2. — Soirées libres après 7 h. 30.

Art. 3. — Liberté du dimanche après-midi.

Art. 4. — Salaire minimum de 2 dollars 5 par semaine.

En outre, dans certaines villes comme New-York et Chicago, les domestiques ont leur jour et des salons de réception ; s'il se trouve que le jour de la domestique coïncide avec celui de madame, celle-ci n'aura qu'à en choisir un autre, parce qu'elle risquerait de n'avoir personne pour introduire dans ses salons. Si vous n'acceptez pas ces conditions, elles vont chercher ailleurs une place qu'elles n'ont aucune peine à trouver, puisque malgré leurs prétentions exorbitantes et leurs gages énormes, on n'en a pas autant qu'on voudrait.

Comment s'étonner d'ailleurs que la crise de la domesticité atteigne aux États-Unis son maximum d'acuité. Les moyens de gagner de l'argent sont si nombreux et les salaires si élevés, qu'un homme ou une femme ne consentent à se placer que moyennant de gros gages sans compter les conditions qui se débattent comme les clauses d'un traité.

C'est pourquoi nul peuple plus que les Américains ne s'ingénie, grâce à des prodiges d'invention, à trouver des combinaisons susceptibles de rendre les domestiques inutiles ou tout au moins d'en restreindre le nombre au strict minimum.

Par exemple, il s'est fondé dans plusieurs villes des entreprises qui font prendre à domicile tous les matins les vêtements portés la veille par leur propriétaire et vous les renvoient deux heures après brossés, défripés, remis à neuf. Voilà une simplification sérieuse et dont il est étonnant que personne ne se soit encore avisé chez nous. Parmi les inventions des Américains se trouvent de curieuses petites mécaniques, machine à laver, machine à éplucher, machine à battre les tapis qui peuvent coûter cher sans doute, mais qui, une fois achetées, économisent parfois les gages, la nourriture et le logement d'une personne, c'est-à-dire une assez sérieuse somme d'argent.

Il faut mentionner aussi la machine à nettoyer les

chaussures, machine qu'un gentleman peut actionner sans prendre l'humble posture de nos décrotteurs du vieux monde et surtout sans se salir les mains, ce qui explique que certains jeunes gens de bonne famille fassent leurs souliers eux-mêmes tous les matins et y ajoutent par surcroît ceux de leurs hôtes qui logent sous le même toit.

Encore un exemple : la Compagnie du Tea-Oriental à Boston vous envoie votre tasse de thé ou de café dans un appareil spécial qui lui conserve la même chaleur pendant vingt-quatre heures. D'autres établissements fournissent des potages dans les mêmes conditions, et il est question de fonder d'immenses cuisines où les plats simples n'exigeant pas une manipulation continue seront préparés pour la cuisson ; le client les recevra prêts à mettre au feu.

On parle aussi d'une machine à laver la vaisselle qui a déjà été mise à l'essai et qui fonctionne parfaitement.

Les Américains avec leur esprit pratique et leur génie pour la mécanique travaillent ainsi à diminuer la main-d'œuvre dans l'intérieur des maisons et ils sont dans la bonne voie : « Nous avons déjà quatre fois moins de personnel qu'il y a deux siècles écrivait récemment l'un d'eux. Le jour où nous en aurons encore moitié moins, cela donnera à réfléchir aux domestiques. La concurrence aidant, il est permis

d'espérer que nous finirons alors par avoir de bons employés puisque employés il y a. Ne sont-ils pas en effet des employés, c'est-à-dire des personnes ayant pour une besogne déterminée un traitement fixe, ces spécialistes, ces artistes culinaires, vulgairement appelés cuisiniers, et qui venus d'Europe sont engagés comme chefs au poids de l'or par de riches familles américaines. Il en est à peu près ainsi pour tout le personnel domestique en Amérique, qui du reste n'accepte ces places que d'une façon provisoire et pour arrondir un pécule qui leur permettra de se livrer un jour à un autre genre d'occupation.

Voilà la situation qui sera faite aux maîtresses de maisons françaises, et ceci dans un avenir que l'on peut prévoir pas très lointain, puisqu'en France en trente ans le nombre des domestiques a fléchi de 340.909.

Nous n'aurons aucune peine à conclure : on trouvera de moins en moins de domestiques et ceux ou celles qui se placent auront des chances d'être très peu qualifiés pour leur service. Le devoir qui s'impose aux maîtres est donc tout tracé : garder le plus longtemps possible en les retenant dans leur maison par un traitement paternel les domestiques qu'ils ont et tout mettre en œuvre pour former et se procurer de bons domestiques.

Devant la préférence marquée qu'ont les jeunes

gens pour la vie d'ouvriers de fabrique ou employés de magasin, il faudra assimiler les domestiques aux ouvriers et leur donner à la maison les mêmes avantages qu'ils trouvent à l'atelier ; or c'est là ce qui tend à se réaliser de plus en plus, car dans la maison comme à l'usine il faut se soumettre à la grande loi de la division du travail.

Nous serons donc forcés avant peu d'avoir recours pour le service intérieur de nos maisons à diverses catégories d'ouvriers qui auront à se partager la besogne ménagère ; nous n'aurons plus toujours affaire à la même cuisinière renfrognée et hargneuse et à la même femme de chambre légère ou sournoise ; la bonne à tout faire ne sera plus qu'un souvenir.

Il faudra pour chaque occupation spéciale avoir recours à un spécialiste.

Cette transformation du service domestique compromettra singulièrement la vie de famille telle que nous la comprenons encore de nos jours. Devant vivre en contact avec un personnel plus nombreux et moins familiarisé avec nous, nous vivrons moins claquemurés ; dès lors l'égoïsme à deux ou à plusieurs deviendra impossible.

Où sera le mal ? Les relations sociales s'étendront de ce fait et on se rendra mieux compte de cette solidarité qui unit les membres de la grande famille humaine.

La vie devra s'écouler dans de grands hôtels (Family Hotels et Boarding Houses), immenses caravansérails mettant à notre disposition tout le confort moderne : électricité, télégraphe, téléphone, chauffage, etc. La cuisine faite pour un grand nombre de pensionnaires ou d'abonnés nous permettra de l'avoir dans de très bonnes conditions. Les repas seront pris en commun dans la salle à manger commune ; ceux qui voudront dîner chez eux n'auront qu'à pousser un bouton pour se faire apporter leur repas à domicile sans avoir l'ennui de garder à leur service un chef ne faisant autre chose que préparer la cuisine d'une seule famille.

On pourra ainsi utiliser d'une manière technique et rationnelle les découvertes modernes et ignorées de la plupart de nos ménagères.

Nous devons en prendre notre parti. Plus tôt ou plus tard nous ne trouverons plus de domestique.

« Mon opinion personnelle, dit M. Charles Gide, en grande partie due à Fourier mais confirmée par l'évolution sociale aux États-Unis surtout, c'est que par suite de la difficulté croissante de se procurer des domestiques (à moins que l'immigration jaune ou noire ne change les choses) les célibataires d'abord, les gens mariés ensuite seront forcés de recourir de plus en plus à la vie de club, de pension,

» Sans doute la vie en commun ne supprime pas

les domestiques, mais : 1° elle en réduit le nombre ; 2° elle transforme le service pour un individu qui est toujours un peu avilissant (à moins qu'il ne soit fait, comme le voulait Fourier, par amour) en service pour une collectivité qui n'a rien de dégradant. La preuve c'est que des étudiants et des étudiantes des universités américaines se louent dans des hôtels pendant les mois de vacances pour augmenter leurs revenus.

» Les perfectionnements mécaniques, téléphoniques, monte-charges, calorifères, éclairage et chauffage électriques simplifieront beaucoup le service. Enfin, et ceci est le plus important, les parents apprendront à leurs enfants à se rendre eux-mêmes les services nécessaires y compris de faire leur lit et de cirer leurs chaussures. »

Du reste le service tendra à se simplifier dans les familles bourgeoises puisque le service intérieur est facilité dans les grands centres tout au moins par bien des circonstances : organisation perfectionnée des grands magasins livrant tout à domicile ; chauffage au gaz simplifiant la cuisine, recours intermittent à des professionnels spécialistes tels que cireurs, frotteurs et qui sont des ouvriers et non des domestiques, facilité de se procurer des aliments tout cuits, abonnement au téléphone, étroitesse des appartements.

« Cette rareté du travail domestique, écrit M. Charles Andler (1), hâtera pour notre profit à tous une transformation de la maison qui est déjà ébauchée. Beaucoup de services ménagers autrefois sont industrialisés aujourd'hui et se passent hors de la maison (exemple : le blanchissage et le repassage) On remarque que le prolétariat, s'il a le choix, préfère la condition industrielle à la condition domestique. Le travail industriel a déjà son Code de protection et d'assurance qui se parachève. Il a ses tribunaux spéciaux; il sait par la liberté syndicale se défendre; il a une journée de travail ; il fait une part à l'indépendance individuelle. Là est la situation provisoire : la république sociale à venir trouvera d'autres sélections qui émanciperont à mesure le travail industriel lui-même.

Il ne faut plus que nous ayons des esclaves domestiques. Le service ménager et culinaire à l'avenir sera fait par des équipes industrielles probablement coopératives.

On peut voir à Londres des maisons où le service culinaire et ménager de tous les locataires est concentré dans le sous-sol et dans une cuisine unique dont le personnel est salarié industriellement par le propriétaire : c'est un service qui fonctionne avec une grande souplesse et satisfait toutes les fantaisies.

1. Cité par Jean Pierre. *Les Réformes du service domestique.*

Il faut que les machines ingénieuses que nous avons admirées à l'exposition de 1900 (balayeuses d'appartements, rinceuses de vaisselle, éplucheuses de légumes, cireuses de bottines, etc) ne restent pas seulement des inventions curieuses.

Leur fonction est d'émaniciper peu à peu l'homme et la femme du labeur trop ingrat. Et nos domestiques élevés au rang d'ouvriers industriels, logés décemment au logis coopératif, travaillant au domicile de qui les requiert à la tâche ou à l'heure, mais en vertu d'un contract débattu par le syndicat et réglementé par la loi, perdraient vite cette mentalité d'esclave que nous leur reprochons.

Vu : le Président de la thèse,

A. WAHL

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil.
PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.
COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique du Code civil.
AUBRY et RAU. — Droit civil.
TOULLIER. — Droit civil.
DEMANTE. — Cours analytique du Code civil.
LAURENT. — Principes du droit civil français.
BEUDANT. — Cours de droit civil.
BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité du contrat de louage.
GUILLOUARD. — Du Contrat de louage.
POTHIER. — Du Louage.
TROPLONG. — Louage de services et d'industrie.
DUVERGIER. — Du Louage.
DURANTON. — Traité du contrat de louage.
PERSONNAZ. — Thèse de Paris, 1909.
CORNIL. — Du Louage de services au contrat de travail.
FERRIÈRE. — Dictionnaire de pratique.
HEURION DE PAUSEY. — Compétence des juges de paix.
BONNICEAU-GESMON. — Domestiques et maîtres.
DUPIN. — Réquisitoires.
LAURENT. — Des Privilèges et hypothèques.
BRU (César). — La Saisie-arrêt des salaires.

PABON. — Traité de la saisie-arrêt des salaires.

SCHAFFAUSER et CHEVRESSON. — La Saisie-arrêt des gages.

JEAN-PIERRE. — Maîtres et serviteurs.

PEAUCELLIER. — Des Conséquences de l'abrogation de l'article 1781.

Bulletin des décisions des juges de paix.

Bulletin de la ligue sociale d'acheteurs.

GLASSON. — Le Code civil et la question ouvrière.

TARBOURIECH. — La Responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

RAFFALOVITCH. — Les domestiques femmes à Berlin.

SAINGTELETTE. — Responsabilité et garantie.

SAUGET (Marc). — Responsabilité des patrons envers les ouvriers.

SOURDAT. — Traité de la responsabilité.

GARRAUD. — Traité de droit pénal.

GARÇON. — Code pénal annoté.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE PREMIER. — Aperçu historique.....	19
CHAPITRE II. — Le contrat de louage de services.....	31
<i>Section I.</i> — Généralités.....	31
<i>Section II.</i> — Formation du contrat.....	33
<i>Section III.</i> — Conditions de validité du contrat..	37
§ 1. — Consentement.....	38
§ 2. — Capacité.....	39
§ 3. — Objet.....	44
§ 4. — Cause.....	45
<i>Section IV.</i> — Preuve du contrat.....	46
CHAPITRE III. — Les effets du contrat de louage de services.....	53
<i>Section I.</i> — Obligations du domestique.....	53
<i>Section II.</i> — Obligations du maître.....	58
<i>Section III.</i> — Responsabilité du maître.....	67
1° Quant aux effets du domestique.....	67
2° Envers le domestique.....	68
CHAPITRE IV. — Fin du contrat.....	83
<i>Section I.</i> — L'article 1780.....	83
<i>Section II.</i> — Causes qui mettent fin au contrat..	85
<i>Section III.</i> — Contrat à durée déterminée.....	89

<i>Section IV.</i> — Contrat à durée indéterminée.....	90
CHAPITRE V. — Les domestiques et le Code pénal.....	97
<i>Section I.</i> — Vol.....	97
<i>Section II.</i> — Abus de confiance.....	104
<i>Section III.</i> — Attentat aux mœurs.....	108
CHAPITRE VI. — La crise du service domestique.....	111
BIBLIOGRAPHIE.....	139

